

## ISRAEL HORS DU LIBAN

**V**OUS êtes un criminel de guerre ! » Voilà ce qu'un député arabe communiste membre du parlement israélien a crié hier à Ariel Sharon alors qu'il justifiait à nouveau sa guerre et en confirmait les objectifs : détruire l'OLP et toute forme de résistance du peuple palestinien.

« Criminels de guerre », c'est très exactement ce qu'ils sont, les Sharon, les Begin et tous les complices de ces partisans d'une « solution finale » au problème palestinien.

Poussant jusqu'à l'extrême la logique expansionniste et militaire de l'Etat sioniste, utilisant des méthodes inspirées de la barbarie nazie, ils ont écrasé le Sud-Liban. Des morts par milliers, des blessés par dizaines de milliers, des réfugiés par centaines de milliers, d'innombrables prisonniers et déportés, tel est le bilan. Ils se sont arrêtés aux portes de Beyrouth sauvagement bombardée. Tout en continuant à brandir la menace de l'assaut, ils attendent de voir si leurs alliés américains obtiendront par la pression ce qu'ils sont décidés à obtenir par la force.

**D**EVANT pareille situation, la position adoptée par les dix chefs d'Etat et de gouvernement européens réunis à Bruxelles est parfaitement scandaleuse. Elle frise la complicité. En demandant le retrait complet et rapide de toutes les forces étrangères du Liban, le retrait simultané des forces israéliennes et palestiniennes de Beyrouth, ils mettent sur le même pied l'agresseur et l'agressé. Le souhait que le peuple palestinien fasse valoir ses revendications uniquement par des moyens politiques est un encouragement à l'offensive de Washington pour obtenir le désarmement des combattants palestiniens.

Enfin, ils n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une position clairement en faveur du droit du peuple palestinien à l'établissement d'un Etat indépendant.

Le gouvernement français ne doit pas se retrancher hypocritement derrière pareille unanimité. Il peut et doit contribuer de manière décisive à l'isolement politique et moral de l'Etat sioniste et de sa bande de criminels de guerre. Il doit rappeler son ambassadeur à Tel Aviv. Il doit interrompre toute transaction commerciale servant l'effort de guerre israélien. Il doit être sans ambiguïtés du côté du peuple martyr de Palestine. En commençant par accorder la pleine reconnaissance diplomatique au représentant de l'OLP en France.

**A** Paris, en province, de nombreuses manifestations de solidarité avec le combat du peuple palestinien ont déjà eu lieu. D'autres doivent être préparées. Plus larges ; plus massives. Et regrouper l'ensemble du mouvement ouvrier français. Pour que cesse immédiatement l'agression criminelle de l'Etat sioniste. Pour exiger que l'armée israélienne quitte le Liban. Pour que les troupes d'occupation soient retirées des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Pour que le Liban puisse récupérer sa souveraineté. Pour que les Palestiniens maintiennent leur force militaire et leurs organisations.

### • BAS LES PATTES DEVANT LA RESISTANCE PALESTINIENNE



### NON AU BLOCAGE DES SALAIRES

#### • Les protestations se multiplient



## REPERES

## Charles Hernu osera-t-il dégrader un officier qui a voté pour Mitterrand ?

**C'**EST vendredi dernier au 153<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Mutzig que notre camarade Denis Michard a comparu devant un « conseil d'enquête militaire » qui doit émettre un avis avant que C. Hernu se prononce sur son éventuelle dégradation.

Denis a été appelé sous les drapeaux à la fin de ses études de médecine et c'est donc logiquement qu'il s'est retrouvé aspirant médecin, grade assimilé au statut des officiers. Mais Denis n'a pas oublié pour autant qu'il restait un travailleur sous l'uniforme et un révolutionnaire qui n'entendait nullement laisser ses idées à la porte de la caserne. C'est à ce titre qu'il a poursuivi sous l'uniforme le combat qui a toujours été le sien, le nôtre.

Il a signé et fait signer la pétition des soldats pour les 6 mois et les droits démocratiques ; il était présent en uniforme aux différentes conférences de presse du Collectif national de campagne ; il était le 1<sup>er</sup> Mai dernier à Paris dans la rue aux côtés des travailleurs.

Rien d'étonnant alors dans le fait qu'il soit devenu la bête noire des officiers généraux réactionnaires qui peuplent l'état-major. Sanctionné lourdement, seul ou presque à effectuer des jours d'arrêts de rigueur « parce qu'il était officier », il fut finalement muté à des centaines de kilomètres de chez lui, de Paris à Mutzig, avec les conséquences que l'on imagine pour sa compagne et son enfant en bas âge. Rien n'y fit. Denis resta un révolutionnaire actif sous les drapeaux comme il l'était dans la vie civile. C'est la raison pour laquelle l'état-major l'a traîné devant ce « conseil d'enquête » au mépris des droits les plus élémentaires de la défense comme l'ont montré ses avocats, Guy Paris et Antoine Conte. Il risque de laisser ses galons dans l'affaire, ce qui n'a rien de dramatique en soi mais qui résonne d'une bien curieuse manière un peu plus d'un an après le 10 mai. Charles Hernu, lui qui a laissé en place, voire promu, des hommes d'extrême droite comme le général Lacaze de la lignée des Massu et autres Bigeard, osera-t-il retirer ses galons à un officier, fidèle au combat de la classe ouvrière ?

Alain Krivine

## RENCONTRES COMMUNISTES HEBDO

### L'unité dévaluée

*RCH* a l'habitude de consacrer une bonne partie de ses éditoriaux à appeler à l'unité et à critiquer la direction du PCF pour ses « ambiguïtés », son « double langage » en la matière.

Certes, l'unité est nécessaire. Encore convient-il de préciser sur quelles bases, pour quels objectifs. Seule façon de la rendre possible et réelle parce que répondant aux aspirations profondes des travailleurs.

Or, si *RCH* appelle à l'unité pour battre la droite aux prochaines élections municipales, c'est au nom d'un soutien sans faille à la politique gouvernementale. Ainsi, l'éditorial du numéro 51, signé Françoise Durand, est intitulé : « Une dynamique nécessaire. Réussir la dévaluation et gagner les élections. »

Et ce qui est reproché à la direction du PCF, c'est non pas son soutien à la politique de blocage des salaires et son refus de proposer l'unité sur la base de la défense des intérêts des travailleurs, mais les critiques toutes verbales qu'elle s'est permise par rapport à cette mesure.

« En effet, il s'agit pour les partis de la majorité, écrit F. Durand, de prendre des engagements décisifs concernant la politique économique du pouvoir, la dévaluation et les mesures d'accompagnement, l'importante échéance des municipales. Certes, il n'y a pas lieu de se réjouir des mesures drastiques qu'impose la dévaluation devenue nécessaire, et la situation est difficile, personne ne peut le nier. Mais ce qui semble important, c'est que dans l'adversité, pour le meilleur et pour le pire, communistes et socialistes ont fondé des analyses convergentes qui s'expriment dans la confiance qu'ils accordent ensemble au gouvernement pour mettre en œuvre la politique décidée par les Français le 10 mai. »

Le blocage des salaires et l'austérité, est-ce cela « la politique décidée par les Français le 10 mai » ? *RCH* ne semble pas vouloir s'encombrer d'une telle question. Ni s'interroger sur le fait de savoir si le meilleur moyen de battre la droite aux municipales c'est de mener une politique qui ne peut que décevoir les travailleurs.

Il est vrai que ces questions ne correspondent pas à ce qui semble être de plus en plus la pente de *RCH* : le soutien total à la politique du gouvernement et du Parti socialiste.

## DROIT D'ASILE Un changement de l'attitude gouvernementale ?

L'attitude des autorités françaises quant à l'accueil des militants étrangers est-elle en train de changer ? Deux faits le font craindre.

Le 12 juin, Franco Piperno, déjà accueilli à deux reprises sur le territoire français et qui souhaitait y séjourner une nouvelle fois pour poursuivre

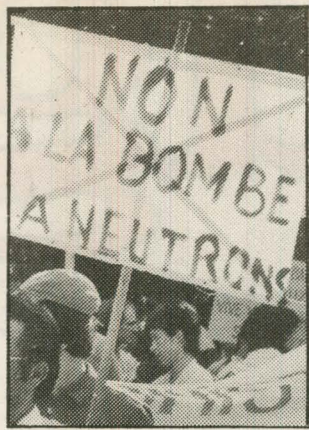


des recherches de physique, n'a pu franchir la frontière et a été renvoyé au Canada d'où il venait.

Quelques jours auparavant, le 4 juin, Maria Grazia Barbierato, 24 ans, était interpellée à Paris à l'occasion d'une perquisition effectuée par la police pendant le sommet de Versailles. Souffrant d'une grave maladie, elle était en France pour y recevoir des soins et y subir éventuellement une intervention chirurgicale.

Comme des milliers de ses compatriotes, Maria Grazia Barbierato est accusée dans son pays de « terrorisme ». Mais c'est sur la seule base des déclarations d'un clan-destin « repent », dont la parole équivaut en Italie à une preuve irréfutable. On sait pourtant que beaucoup de ces déclarations sont extorquées sous la torture, dont l'utilisation par la police ne fait plus aucun doute.

Maria Grazia Barbierato est actuellement, malgré son état de santé, détenue à Fleury-Mérogis et soumise à des mesures de surveillance spéciales



(isolement, interdiction de recevoir des livres...) Que lui reproche le gouvernement français ? Reprend-il à son compte des accusations sur la procédure que toutes les organisations démocratiques de juristes dénoncent ? Que reste-t-il des déclarations de Pierre Mauroy, selon lesquelles la France était « une terre d'asile » ?

Le comité contre l'extradition et pour la défense de Maria Grazia Barbierato (14, rue de Nanteuil, Paris 14<sup>e</sup>) est fondé à déclarer que le sort qui sera réservé à la jeune italienne « aura valeur de test pour la gauche française tout entière quant au respect des engagements pris par le gouvernement, quant au changement de la société en profondeur. L'extradition d'une militante politique serait en totale contradiction avec les principes qui ont porté ce gouvernement au pouvoir. Quant au concept d'asile, nous sommes convaincus qu'on ne peut le concevoir que comme un et indivisible... »

## PCF Nouveaux glissements à propos de la bombe à neutrons

A l'automne dernier, le PCF avait mené une grande campagne pour l'interdiction universelle de l'arme neutronique. Dès cette époque pourtant, c'est un silence pesant qui entourait les préparatifs français en vue de la mise au point de cette arme, en faveur de laquelle C. Hernu et de nombreux dirigeants du PS se sont déjà prononcés.

Aujourd'hui, le silence est rompu dans les publications du PCF par la plume de Jean Maranne, secrétaire général de la commission de défense, qui explique dans *Correspondance-armée-nation* le bulletin du PCF destiné aux militaires : « Les études technologiques concernant la bombe à neutrons ont des justifications. » Tous les spécialistes des questions militaires et de l'armement savent pourtant que l'on ne poursuit pas gratuitement les études sur un programme d'armement si le déploiement n'est pas préalablement envisagé. Cela, Maranne et les dirigeants du PC le savent. Alors, à quoi sert cette justification donnée à la politique d'Hernu en ce moment ? Le PCF sait-il qu'une décision imminente de déploiement sera bientôt annoncée, et se prépare-t-il à un ralliement honteux à la faveur de glissements successifs ? C'est plus que probable...

Quoi qu'il en soit Maranne s'interroge tout en nuance : « A ce niveau du débat, il est aisé de perdre de vue les impératifs de la doctrine française de dissuasion, qui est, en substance, d'interdire l'agression militaire en gelant la guerre. Ici mûrit un conditionnement de la pensée

pour un changement de stratégie, pour substituer à la stratégie nationale de dissuasion une stratégie d'emploi répondant au moins à des concepts de guerre limitée. »

C'est bien de le constater, même si cela est limité par la croyance du PCF au leurre grossier de « la dissuasion nucléaire du faible au fort », mieux vaudrait cependant combattre énergiquement le « conditionnement » qui se dessine pour justifier tôt ou tard le déploiement de la bombe « N » et pourquoi pas un jour son éventuel emploi. Maranne est sur ce point d'une faiblesse effarante. A tel point que s'il trouve quelques raisons au non-déploiement de l'arme neutronique, ce sont de mauvaises raisons chauvines et militaristes d'aujourd'hui plus scandaleuses que les travailleurs subissent l'austérité que cautionne le PCF. Les généraux n'ont cependant pas trop de soucis à se faire, Maranne et le PCF pensent à eux : « Cette arme — la bombe N — et son environnement coûtent cher, notre budget est contraint à des choix drastiques, et des matériels premiers (char, avion, bateau) prennent du retard par resserrement des crédits. »

## POINT DE MIRE

## L'imagination d'Huguette Bouchardeau

**L**E *Nouvel Observateur* interviewe H. Bouchardeau : « Pour quelles raisons, selon vous, le gouvernement a-t-il attendu treize mois avant d'adopter une politique d'austérité ? » La première phrase de réponse de la secrétaire générale du PSU vaut mieux que tout discours politique : « Parlons plutôt d'une politique de rigueur... » Ben voyons ! Il n'est pas étonnant qu'avec ce type de jugement H. Bouchardeau ne condamne pas une seule fois le blocage des salaires que vient de décréter le gouvernement.

Les critiques qu'elle fait à la politique passée du gouvernement sont aussi éclairantes : « L'équipe gouvernementale a donc voulu faire une politique de gauche et, en même temps, hâter la sortie de la crise en favorisant la relance économique, notamment par le développement de la consommation des ménages et par l'augmentation des investissements publics. Ainsi, le gouvernement appliquait dans les faits la politique voulue par le Parti communiste... » En résumé, comme dirait Rocard, le gouvernement faisait « trop de social » face à une crise « qui n'est pas derrière nous mais devant nous, et hélas ! pour longtemps... ».

Sortir de la crise par une politique conforme aux intérêts des travailleurs, c'est là une idée qui n'effleure pas H.

Bouchardeau qui semble avoir bien mis au rencard le socialisme autogestionnaire.

Ce qu'elle regrette, ce sont les « pressions corporatistes ». Certes, elle n'ose pas (encore ?) dénoncer les revendications des travailleurs « souvent bien normales après vingt-trois ans de pouvoir de la droite. Les travailleurs, trop longtemps garottés, pouvaient enfin s'exprimer. Le pouvoir s'est donc laissé aller à une certaine facilité ». Le gouvernement aurait donc trop cédé aux revendications des travailleurs durant les derniers mois ? Il nous semble pourtant que c'est aux sirènes du patronat qu'il avait l'oreille ouverte.

« On attendait davantage d'imagination de la part du gouvernement, ajoute la secrétaire générale. Il fallait de l'audace, de l'imagination, pour réduire et aménager le temps de travail, pour mieux partager le travail en faisant tourner les machines plus longtemps. » Le patronat appelle ça « la flexibilité » des horaires pour une meilleure productivité. L'imagination d'H. Bouchardeau est décidément bien courte.

Delors, Rocard, Bouchardeau, même combat ! Les militants du PSU trouvent-ils normal que dans ses déclarations politiques leur dirigeante se retrouve « à droite » de la direction du PCF et même de nombreux dirigeants socialistes ?

A. A.

## Abonnement

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Normal Collec. Etranger

1 an 230 FF 190 FF 320 FF

6 mois 120 FF 110 FF 170 FF

Règlement à l'ordre de :  
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108  
Montreuil. (tél. : 859.00.80)

## Rouge

- Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél. : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél. : 859 00 80 (lignes groupées)



LES MESURES D'AUSTERITE DU GOUVERNEMENT FRAPPENT LE NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS

# NON AU BLOCAGE DES SALAIRES C'EST AUX PATRONS DE PAYER

• **Maintien de toutes les augmentations prévues, rattrapage intégral du pouvoir d'achat, les députés du PS et du PC doivent abroger cette loi**

**L**ES dernières mesures annoncées par le gouvernement marquent une étape spectaculaire dans sa politique de gestion de la crise capitaliste. Depuis des mois, il y avait eu les cadeaux aux patrons, les reculs sur les nationalisations, les ordonnances, etc. Mais cette fois-ci le gouvernement abandonne définitivement toute idée de « relance de la consommation » et s'en prend directement au pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

**Le gouvernement s'attaque au niveau de vie des travailleurs parce qu'il refuse de s'attaquer aux profits capitalistes. Cette politique est en contradiction avec le mandat que les travailleurs ont donné au PS et au PC le 10 mai.**



La presse patronale et *le Figaro* sont manifestement très satisfaits de voir le gouvernement bloquer les salaires. Ils n'hésitent pas à saluer le « courage » de Delors.

Mais, **en même temps**, loin de « collaborer » à la mise en place de ce plan d'austérité, ils durcissent leur offensive. Pousser l'avantage, obtenir davantage de concessions qui discréditent encore plus ce gouvernement et préparent sa chute : voilà clairement leur objectif.

Le CNPF dénonce le blocage des prix. Giscard verse des larmes sur de crocodiles sur le niveau de vie des français. Et Chirac dénonce le blocage des prix. Chirac prépare un retour en force de la droite après les municipales et les régionales. Il annonce déjà : « *Nous serons majoritaires.* » Et menace : « *Ce que la loi a fait, la loi peut le défaire.* »

**On ne sortira pas de la crise sans prendre des mesures radicales qui frappent les capitalistes.**

Les travailleurs ne sont pas responsables de la dévaluation. S'il faut en payer le prix, qu'on s'attaque aux profits des patrons : par un impôt sur le capital, par la réduction massive du budget militaire, par l'arrêt immédiat de ces milliards de cadeaux distribués aux P-DG et aux actionnaires, qui continuent à licencier en toute impunité.

Poperen avoue lui-même que le blocage des prix et des salaires risque fort d'être un « *marché de dupes* ». Pour défendre le pouvoir d'achat, il n'y a qu'un seul moyen efficace : c'est l'indexation automatique des salaires sur les prix, c'est l'échelle mobile.

Aucune action sur les prix ne sera jamais efficace si les travailleurs ne prennent pas les moyens de contrôler les prix à la production. Ce qui implique l'ouverture des livres de comptes, l'abolition du secret commercial et bancaire.

Enfin, seuls des imbéciles ou des cyniques peuvent présenter un blocage des salaires qui réduit la consommation populaire comme un remède au chômage ! La réponse au chômage, ce n'est pas le blocage des salaires, c'est le blocage des licenciements, c'est la réduction massive de la durée du travail à 35 heures avec création d'emplois correspondants. Cette mesure suffirait à elle seule à supprimer le déficit de l'UNEDIC.

Voilà, ce que devrait faire un gouvernement au service des travailleurs. Voilà les propositions que défend la LCR pour sortir de la crise.

**Il faut l'unité d'action la plus large contre le blocage des salaires et l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale.**

S'ils s'engageaient dans cette voie, le PS et le PC auraient le soutien actif de millions de travailleurs. En cédant à tous les diktats des capitalistes, comme ils le font aujourd'hui, ils ne peuvent, sous couvert de « réalisme », que préparer des catastrophes.

Tous les syndicats ont condamné, du moins en paroles, le blocage des salaires. Le PC et une masse de militants socialistes ont pris position contre.

Il faut maintenant passer aux actes. Déjà, dans une série d'entreprises, des prises de position syndicales, des pétitions, des

motions votées en assemblées générales ont exprimé la même exigence : **Non au blocage des salaires. Ce n'est pas pour cela que les travailleurs ont voté le 10 mai.** Qu'on fasse payer les capitalistes. Maintien des augmentations prévues. Défense du pouvoir d'achat.

Ces exigences, elles sont adressées à ceux dont dépend la décision : les députés et les ministres du PS et du PC, pour leur demander d'abroger cette loi inique. Et pour cela, se retrouvent souvent au coude à coude des militants CGT, CFDT, FEN ou FO, des gens qui votent PS, PC ou extrême gauche, unis pour agir ensemble.

Mais la tâche aujourd'hui n'est pas seulement de faire s'exprimer le plus largement possible la volonté des travailleurs. Elle est **d'agir pour créer un rapport de forces face aux patrons et à la droite**, un rapport de forces tel qu'il contraigne le gouvernement à renoncer à ces mesures.

Dans une série d'entreprises, des grèves ont eu lieu à la veille des départs en vacances : là où les décisions gouvernementales faisaient sauter une augmentation de salaire déjà prévue, les travailleurs ont exigé ce qui leur était dû. Grèves de protestation et grèves d'avertissement, elles sont aussi des engagements pour l'action à la rentrée.

Il est hors de question de la rentrée de considérer la baisse du pouvoir d'achat comme un fait acquis et de ne discuter que de la « sortie du blocage ». Il faut d'ores et déjà préparer une mobilisation massive pour exiger la levée immédiate du blocage, le rattrapage intégral du pouvoir d'achat perdu et refuser par avance tout accord liant les salaires à la « bonne marche de l'entreprise ».

Aujourd'hui, la situation est claire : la politique du gouvernement tourne le dos aux intérêts et aux espoirs de la classe ouvrière.

Si les travailleurs laissent les choses continuer comme ça, c'est la droite qui profitera de la situation. La meilleure façon de renverser le cours des choses et de se faire entendre du PS et du PC, c'est de se mobiliser. On l'a vu au moment des grèves sur les ordonnances. C'est de cela que dépendra la situation à la rentrée.

F. L.

## UN REMANIEMENT POUR L'AUSTERITE

**P**OUR préparer la longue marche de l'austérité, le PS a dû resserrer les boulons d'une équipe gouvernementale trop nombreuse et visiblement pas assez homogène.

Nicole Questiaux, qui montrait quelque réticence à l'idée de restreindre les dépenses sociales, laisse sa place à un fidèle du président. C'est Beregovoy, l'homme des négociations du Programme commun, qui va devoir combiner le « social » et la rigueur. Avant le 10 mai, il était déjà le spécialiste des rapports unitaires, que ce soit avec le PC, les syndicats ou l'extrême gauche.

Auroux, désormais en position de demi-solde, aura donné son nom à ses lois. Et c'est Beregovoy qui, désormais, risque de donner le sien à l'austérité.

Quant à l'ascension de Chevènement, elle ne pourra étonner que ceux qui croyaient que la direction du CERES représentait encore la gauche du PS. Défenseur intransigeant des « *sacrifices nécessaires* » et d'une ouverture « *aux républicains* » sous prétexte que « *le socialisme n'est pas à l'ordre du jour* ». Chevènement se voit récompensé d'un ralliement sans faille à la politique de Delors.

On comprend désormais pourquoi les tendances du PS se sont dissoutes au congrès de Valence : entre Mauroy-Rocard-Mitterrand ou Chevènement, les nuances ne sont plus perceptibles. C'est de la base du PS que naîtront les futurs clivages. En attendant, on peut constater que le cap est maintenu, mais ça n'est malheureusement pas le bon.

**La droite et les patrons profitent de ces concessions pour pousser l'avantage.**

Ces mesures qui frappent les masses populaires risquent de renvoyer vers la droite des électeurs de la petite bourgeoisie, voire des salariés, qui avaient voté Mitterrand le 10 mai pour que ça change.



# Face à l'austérité, la riposte prend corps lentement dans les entreprises

**L**E Mondial relégué au second plan dans les discussions, il fallait que l'affaire soit d'importance pour être discutée à ce point à quelques jours des congés.

Les travailleurs ne s'y sont pas trompés. Le blocage des salaires, les augmentations des cotisations à la Sécurité sociale et à l'UNEDIC en même temps, on n'avait jamais vu ça.

Le fond des discussions, c'est clairement le refus de ces mesures. Au-delà, les analyses sont plus nuancées. Mais même ceux qui étaient prêts à accepter des concessions sur les salaires les plus élevés sont choqués par le fait que tout ce qui n'est pas le SMIC est bloqué. C'est gros ! Même si la propagande officielle sème le désarroi en affirmant que le gouvernement, tout de gauche qu'il soit, n'a pas de marges de manœuvre très importantes face à la crise.

Alors, le premier réflexe est d'aller voir le délégué pour lui demander ce que propose le syndicat. Les réflexions vont bon train sur le fait que si ces mesures avaient été prises sous Barre et Giscard, l'appel à la lutte aurait été immédiat. Les délégués syndicaux n'ont donc pas grand-chose à répondre en ce début de semaine où les états-majors cherchent une argumentation pour se justifier.

Dire aux travailleurs que les patrons tournent la loi, c'est difficile. En effet, ce qui apparaît clairement aux yeux de tous, c'est que le gouvernement cède aux revendications du CNPF et qu'il s'attaque directement aux travailleurs. Pas question cette fois-ci de cadre large pour négocier comme cela pouvait être le cas pour les 39 heures.



D'ailleurs, dans les entreprises où des augmentations sont prévues pour début juillet, la réaction est encore plus dure et les militants réformistes encore plus gênés.

Dans plusieurs entreprises, des débrayages ont eu lieu tant dans la région parisienne qu'en province. Des assemblées donnent lieu à des protestations unanimes. Souvent aussi, des pétitions ou motions de syndicats et de travailleurs sont envoyées aux députés pour protester contre ces mesures et exiger leur retrait. C'est ce qui explique que les

dirigeants syndicaux ont durci le ton au fil des jours. Même Maire qui s'était un peu trop avancé à découvert a dû faire semblant de reculer dans son soutien à ces mesures.

Pétition à la SNECMA, au CEV-Brétigny, débrayage appelé à UNELEC-Vierzon, à John-Deere Orléans, débrayage partiel à la CEPEN-Orléans, à Indreco-Tours, protestations à la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux, chez Mame à Tours, etc.

Partout, ce sont des augmentations promises qui doivent sauter. Parfois même, il semble

que les patrons reculent. Pour ne pas accroître le mécontentement, ils avancent les augmentations à juin, comme à Jeumont-Schneider-Saint-Denis, ou à Creusot-Loire-Ermont. Mais la différence essentielle avec ce qui s'était passé au moment des ordonnances pour les 39 heures, c'est que les travailleurs hésitent à se lancer dans des grèves au finish comme ils l'avaient fait à l'époque.

Maintenant, le problème qui se pose à leurs yeux, c'est que ce n'est pas directement le patron qui est en cause. C'est une loi

qu'il s'agit de faire sauter et là, il y a moins de chances d'y arriver entreprise par entreprise.

L'idée répandue par les dirigeants de la CGT au moment de l'affaire des 39 heures sur le fait que ce serait les patrons qui détourneraient la loi ne tient plus maintenant.

La question est donc bien clairement de savoir comment faire changer la décision prise par un gouvernement issu d'une majorité dont tous les travailleurs espéraient plus ou moins qu'elle serait meilleure pour eux que celle de droite.

Des mesures inacceptables tant sur les salaires que sur les protections sociales, une combativité latente qui s'est largement confirmée lors de l'affaire des 39 heures, tout indique qu'à la rentrée les comptes devront être soldés. Le temps que la classe ouvrière digère ce coup au foie de ceux pour qui elle avait voté, le temps de trouver les moyens de la riposte, alors que les directions syndicales viennent de démontrer par leur passivité qu'elles ne servaient même pas à maintenir ce qui est acquis contre le patronat.

La lutte politique est une question qui se pose dans toutes les actions partielles parce que c'est la seule riposte à la hauteur de l'attaque centralisée du gouvernement.

Dans les entreprises, c'est cette question qui est au centre des préoccupations : comment faire reculer le gouvernement, comment secouer cette majorité pour qu'elle ne fasse pas le contraire de ce pourquoi elle a été mise en place.

La préparation de la riposte nécessaire est à l'ordre du jour. F. C.

## Premières réactions...Premières réactions...Premières réactions...Premières réactions...

### ● Hôpital Edouard-Herriot (Lyon)

Deux mois après une grève dure qui avait marqué l'hôpital, on annonçait la visite d'Atlan, conseiller technique du ministre de la Santé.

A cette occasion, la CGT fit circuler un tract qui devint une pétition contre le blocage des salaires : « Non, les travailleurs ne feront pas les frais de l'austérité. Le gouvernement prend des mesures inacceptables pour les travailleurs (...) Ce n'est pas nous qui devons faire les frais de la crise. (...) Nous ne laisserons pas faire. (...) Non au blocage des salaires ! Non à l'arrêt des négociations. Non à la cotisation-chômage ! Les hospitaliers ne sont pas responsables du chômage. Le gouvernement doit prendre l'argent dans les poches des plus riches. »

Ce texte a été tiré plusieurs fois, et plusieurs formulations ont été successivement utilisées :

— d'abord : « dans les poches des plus riches et non de ceux qui gagnent moins de 5 000 francs par mois » ;

— ensuite : « dans les poches des

plus riches et non de ceux qui gagnent moins de 8 000 francs » ; — enfin : « dans les poches des plus riches et non dans celles des travailleurs ».

Cette pétition a été massivement signée : en une seule matinée, 500 signatures ont été recueillies. Les gens ont surtout été motivés pour réclamer l'augmentation prévue de 3,5 % que les mesures gouvernementales faisaient sauter.

La pétition a été remise au représentant du ministère. Quant au problème des effectifs, il manque 2 000 postes. Mais le ministère ne propose toujours rien.

### ● SNES (Enseignants du secondaire) du Calvados.

La CA du SNES du Calvados a adopté une motion aux députés du PS et du PC : votée par quatre voix pour (deux Ecole émancipée et deux Unité et action), trois contre (courant PS) et six abstentions (les autres unité et action).

Le SNES « refuse les mesures d'austérité prises par le gouverne-

ment. Exige l'abrogation des lois. Rappelle à la majorité actuelle qu'elle a été élue contre la politique d'austérité de Giscard-Barre.

Il appelle les députés de cette majorité à satisfaire les revendications des travailleurs, notamment pas un seul licenciement et réduction massive du temps de travail.

Pour les travailleurs de la Fonction publique, la cotisation-chômage va s'ajouter (...) La CA du SNES est contre toute cotisation-chômage payé par les travailleurs. Elle en demande l'abrogation. Cette cotisation doit être entièrement à la charge des patrons.

Si le gouvernement continue dans la voie de la politique d'austérité qui conforte la droite, la CA du SNES appellera tous les enseignants en liaison avec les autres syndicats à la lutte contre cette politique.

### ● CFDT Schlumberger : nous serons intransigeants

Les représentants des sections CFDT du trust Schlumberger ont

adopté, à l'unanimité, un communiqué de condamnation de l'austérité. Parmi ces sections, citons notamment, celles de Montrouge, de Reims, de Poitiers, de Besançon, de Chasseneuil, de Haguenau, d'Illes, de Massy...

Ce texte, reproduit ci-dessous, a été expédié à la direction de la FGM-CFDT ainsi qu'aux groupes parlementaires PS et PC. Sous forme de communiqué de presse, il est parvenu à toute la presse de gauche et d'extrême gauche.

Un tract distribué au personnel explique : « Nous serons intransigeants, nous ne cautionnerons pas une perte du pouvoir d'achat des travailleurs quels qu'ils soient, sous prétexte de "solidarité". »

### Communiqué de l'inter-CFDT Schlumberger

Non ! A l'austérité !

Les sections syndicales CFDT de Schlumberger France, réunies en inter, condamnent et refusent la politique d'austérité du gouvernement, sur le blocage des salaires, les cotisations sociales et les remboursements sociaux.

Nous, travailleurs, qui dans nos entreprises avons combattu la droite et le patronat, n'acceptons pas de faire les frais de la crise du capitalisme international, ferons le maximum pour nous mobiliser afin d'imposer la volonté des travailleurs pour l'abrogation de ces décisions dans l'unité des organisations syndicales.

Les 17 sections à l'unanimité, Inter-CFDT Schlumberger, à Besançon, le 23 juin 1982.

### ● CGT-ELF-Aquitaine (Lacq) : Un appel à Joxe et Lajoinie.

A l'annonce du projet de blocage des salaires, la CGT de la SNEA-P (ELF-Aquitaine production), à Lacq, a tenu des assemblées par secteur pour débattre des mesures gouvernementales. Les réactions furent très vives ; et un certain nombre de militants bien désemparés. Que faire ? Comment ne pas réagir ? C'en était trop, ont pensé la majorité des militants et des adhérents CGT. Ils ont



# FONCTION PUBLIQUE

## Ce qui est dû est dû

**L**A fédération générale des fonctionnaires Force ouvrière appelait à au moins une heure de grève d'avertissement contre le blocage des salaires. Certains ne manqueront pas de faire remarquer à juste titre que cette fédération était moins prompte à appeler à la grève sous Giscard. Mais devant de telles mesures prises sous Giscard, CGT et CFDT auraient été obligées d'appeler à la grève. Alors ? Ceux qui redoutent une action qui vise à remettre en cause le gouvernement et derrière lui le changement devraient d'abord se poser une question : les mesures prises par le gouvernement pour satisfaire les exigences patronales ne sont-elles pas autrement plus néfastes pour le changement que veulent les travailleurs ?

### Pour réclamer son dû : unité, mobilisation

Toutes les organisations syndicales auraient dû affirmer haut et fort : non au blocage des salaires, parce que c'est contraire à la volonté des travailleurs exprimée le 10 mai. Les travailleurs veulent au contraire que ce soit les fauteurs d'inflation et du chômage, les capitalistes, qui paient. Les travailleurs se rendent bien compte qu'ils sont toujours en train de courir contre la hausse des prix avec plus ou moins de retard. Alors, si on veut éviter une grève alibi pour la droite, il faut au contraire mobiliser contre des mesures qui sont au profit du patronat. Non au blocage des salaires, s'en prendre au capital, voilà des mots d'ordre qui pouvaient rassembler des milliers de travailleurs de la Fonction publique. Car il est certain que les salariés de ce secteur, comme ceux du privé, ne veulent pas entendre parler d'austérité. CGT et CFDT auraient dû proposer à FO d'organiser ensemble cette grève sur ces mots d'ordre. Dans le secteur public, mais aussi dans le secteur nationalisé, « ça bouge ». Plusieurs initiatives grévistes



ont été prises, que ce soit dans la RATP, à l'EDF, dans les Impôts, chez les communaux parisiens, etc... Il y a eu 3 000 manifestants des communaux à l'appel de la CGT à Paris, 2 000 pour l'EDF toujours au seul appel de la CGT. La CFDT avait appelé à une grève la veille à l'EDF. Qu'y a-t-elle gagné ?

Plusieurs leçons sont à retirer de ces mouvements d'après ce que disent les travailleurs. La première, c'est l'unité nécessaire pour mobiliser massivement. Aucune des manifestations à ce jour n'a connu l'ampleur escomptée. Les travailleurs ne comprennent pas pourquoi, devant l'exigence du non-blocage des salaires, les directions syndicales ne pourraient pas s'entendre. Ce qui re-

pose l'intérêt de l'initiative de FO dans la Fonction publique. On ne peut pas se déclarer contre toute austérité pour les salaires, faire des pétitions syndicales comme le fait la CGT, et ne pas manifester son désaccord dans l'unité, même si le ministre de la Fonction publique est communiste et qu'il y a la solidarité gouvernementale à respecter. Ce jeu de jésuite n'est pas acceptable pour les travailleurs. Quant à la CFDT dans la Fonction publique, elle semble ne défendre le pouvoir d'achat que jusqu'à 5 200 F selon ce qu'elle affirme dans un communiqué de presse du 23 juin. Mais si l'on veut vraiment mobiliser, il faut commencer par ne pas diviser les travailleurs avec des revendications diviseuses ! Ce qu'évitent de faire bien des sections et des syndicats à la base.

### Tous ensemble pour dire non au blocage des salaires

La deuxième réflexion des travailleurs qui commence à se faire entendre : mais pourquoi « saucissonner » notre protestation ? Bien sûr, nous en sommes au début de la protestation, le coup de surprise passé. Mais comme le dit FO, si nous ne sommes pas entendus, il faudra y aller plus fort. Contre une attaque générale contre le niveau de vie, surtout dans un secteur traditionnellement centralisé comme le secteur public, il est normal que la question : « se faire entendre tous ensemble », soit posée. Le blocage des salaires n'est pas plus tolérable pour un hospitalier que pour un gazier ou un employé municipal. Il ne l'est pas non plus pour un salarié du secteur privé. Une telle grève d'avertissement, unitaire et massive, montrerait au patronat la détermination des travailleurs à ne pas accepter ses exigences d'austérité et montrerait au gouvernement qu'il fait fausse route en légiférant dans le sens des patrons.

A. N.

## TALBOT : malgré les décisions gouvernementales les Talbot tiennent bon

**I**L y a maintenant plus de quatre semaines que la grève a démarré chez Talbot-Poissy. Il y a quinze jours, le gouvernement Mauroy décidait le blocage des salaires et son plan d'austérité. Aujourd'hui, le développement de la situation à Talbot-Poissy montre bien les conséquences des mesures Mauroy sur les rapports de forces entre les travailleurs et les patrons.

● La grève, elle, tient bon ! Plusieurs milliers de travailleurs poursuivent leur mouvement. Ils occupent le B3 — un des principaux bâtiments de production de l'usine. Le bulletin de paye est tombé hier : pour l'ensemble des gars, c'est seulement une paye de 300 à 400 F que daigne accorder la direction pour le mois de juin. Malgré cela, la détermination reste intacte. Les travailleurs sont conscients qu'une première victoire a été obtenue : contre la terreur de la CSL. Les résultats des élections professionnelles des usines Citroën d'Aulnay et de Levallois les encouragent dans cette voie. Ils veulent maintenant satisfaction sur les revendications, en particulier les salaires.

● Du côté de la direction, rien de nouveau. Elle refuse les revendications. Elle ne peut pas mettre à genoux les grévistes mais elle a relevé la tête : d'abord en se re-tranchant derrière les décisions gouvernementales pour refuser toute augmentation de salaire. Ensuite en multipliant les provocations, en particulier par l'occupation de la mairie PCF de Poissy par 300 cadres et agents de maîtrise qui exigent en contrepartie la fin de l'occupation du B3. Voilà l'attitude d'une direction qui par ses initiatives montre toujours qui dirige dans l'usine mais qui, pour mieux appliquer ses plans, se retranche aujourd'hui derrière le gouvernement. C'est que les marges de manœuvre de la direction de Talbot et du groupe PSA se sont renforcées après les déclarations gouvernementales. En effet, dans leur combat contre la direction Talbot-PSA, les travailleurs butent maintenant sur l'obstacle de la nouvelle politique salariale gouvernementale. A l'heure où nous publions cet article, nous ne connaissons pas dans le détail les conclusions du rapport du médiateur nommé par le gouvernement, M. Dupeyroux, le même qu'à Citroën. Mais ce que nous savons, c'est qu'elles respectent les décisions gouvernementales, c'est-à-dire le blocage des salaires. Aussi contiendront-elles sur le plan des libertés et des conditions de travail des propositions semblables à celles proposées lors du conflit de Citroën — ce qui sera déjà vécu par les travailleurs comme une victoire contre la CSL — mais sur les salaires il y aura blocage.

Pour la masse des travailleurs aujourd'hui, on maintient la mobilisation et on attend les conclusions du médiateur. Face aux décisions gouvernementales, c'est

chez les responsables et militants syndicalistes que discussions et initiatives se succèdent pour se sortir du « mauvais pas gouvernemental ».

### Les décisions gouvernementales : un obstacle à la mobilisation !

La première réaction, expliquée dans un communiqué commun CGT et CFDT de l'usine et dans une pétition CFDT qui eut un certain succès parmi les travailleurs, fut de demander que les décisions gouvernementales ne s'appliquent pas à Talbot, « tout en comprenant les mesures gouvernementales ». Le gouvernement allait rejeter cette proposition. Mais après avoir enregistré le refus du gouvernement de faire une exception pour Talbot, il était possible pour les directions confédérales de faire de Talbot un test national, d'engager une campagne de solidarité, de mobiliser tous les travailleurs de l'automobile pour que les Talbot gagnent sur les revendications. Mais pour cela il fallait une autre politique, préparée dès les premiers jours par un refus net et clair et par l'appel à la mobilisation unitaire contre les blocages de salaire décidés par le gouvernement.

Au lieu d'une contre-offensive syndicale appuyée par le PC et le PS, les responsables syndicaux ont au contraire prôné la modération : alors que les travailleurs voulaient élargir l'occupation de l'usine à d'autres bâtiments pour bloquer totalement la production, les responsables CGT démobilisèrent les travailleurs, ne proposant une occupation du B3 que par les délégués ; ils acceptèrent sans broncher l'occupation de la mairie par des cadres envoyés par la direction et la CSL. Bref, les décisions gouvernementales ont provoqué une série de pressions pour limiter le mouvement, limiter l'occupation, limiter les actions pour faire payer Talbot. Ces initiatives ont bloqué le mouvement alors qu'il fallait passer à la vitesse supérieure. Néanmoins aujourd'hui, il y a toujours le rapport de forces. Les Talbot ont tenu bon. Dans les heures qui suivent, le médiateur va rendre ses conclusions. Plus que jamais il faut réaffirmer les revendications : 400 F d'augmentation, cinquième semaine et liberté syndicale. Jusqu'à ce jour, la force des Talbot a été leur mobilisation. C'est en renforçant l'unité des travailleurs sur leurs revendications par la réunion des délégués de chaîne CGT et CFDT, par le renforcement de l'occupation, que les travailleurs se donneront tous les moyens pour décider dans les meilleures conditions face aux propositions du médiateur.

F. Ollivier.

## Premières réactions... Premières réactions....

envoyé un télex aux présidents des groupes parlementaires, Joxe et Lajoie, où ils demandent que la loi de blocage des salaires ne soit pas votée, et qu'ils terminent par cet avertissement : « Si cet appel n'était pas entendu, nous nous mobiliserons contre cette mesure inacceptable. »

### ● Merlin-Gérin (Grenoble) : une pétition de la CGT.

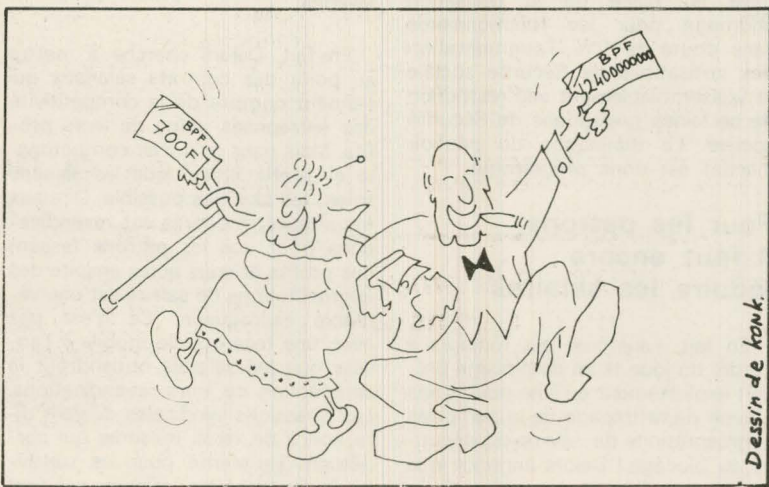
Pour préparer leur prochaine réunion sur les salaires, les syndicats CGT de Merlin-Gérin ont pris les moyens d'une mobilisation du personnel. Ils ne veulent pas, en effet, que les directives du gouvernement et la loi récemment votée les privent de l'augmentation prévue au 1<sup>er</sup> juin. Ils ont donc adressé une « lettre ouverte » à Pierre Mauroy et lancé une pétition qui permettra de donner un avertissement sérieux à leur directeur.

Dans la lettre au Premier ministre,

on peut lire : « Les moyens existent pour donner satisfaction aux revendications. » Ils en donnent des arguments très précis : « Les derniers chiffres diffusés par l'Institut national de la statistique. Les revenus de la propriété et de l'entreprise s'élevaient à 1 004 milliards de francs actuels, soit de + 34,6 % par rapport à 1980. Dans le même temps, les salaires plus prestations sociales ont augmenté de 13,6 %, l'inflation étant de 13,2 %. »

Pour ces syndicats, la question est en même temps politique. En effet, « en décourageant et en décevant les travailleurs par une politique d'austérité, le gouvernement se prive du soutien des forces populaires et renforce la détermination des forces de droite. »

La pétition a toutes les chances d'avoir un certain succès : pas plus tard que le 28 mai dernier, le directeur s'était vanté, à la télévision, des excellents résultats de l'entreprise...





fermeture le 5 juillet  
pour inventaire

## La librairie LA BRECHE sera ouverte TOUT L'ETE

Le lundi de 14h à 20h  
du mardi au samedi  
de 12h à 20h  
9, rue de Tunis  
métro Nation



• Dossier Asie (Chine, Japon)  
• Après les Etats généraux sur le travail  
des femmes, quelles perspectives ?

## Quatrième Internationale

juillet-août-septembre 1982

n° 9 SPECIAL :  
LA QUESTION NATIONALE  
AUJOURD'HUI

EDITORIAL :	5
La question nationale aujourd'hui.....	13
Question nationale et question de la terre dans la révolution sud-africaine.....	33
S. Jaber - Le concept de nation et la nation arabe.....	47
Livio Maitan - La question Kurde.....	67
Lutte nationale et révolution en Euzkadi.....	83
La question nationale en Irlande.....	97
Indépendance nationale et lutte de classes au Québec.....	111
Michèle Lee - La lutte de la minorité albanaise en Yougoslavie.....	131
ARCHIVES DU MARXISME Le problème racial en Amérique Latine.....	143
NOTES DE LECTURE John Ross, e.a. : Profils de la social-démocratie européenne ; Michel Le- quenue : Les Antilles dans l'impasse ?.....	

## Luttes Ouvrières

# Citroën-Levallois 2<sup>e</sup> VICTOIRE

**L**E syndicalisme ouvrier marque des points décisifs à Citroën. A Levallois, la CGT recueille 53,36 % des suffrages (21,84 % avant la grève) au détriment de l'officine patronale CSL, qui n'obtient que 39,73 % au lieu de 70,80 % aux dernières élections, avant la grève.

Cette victoire sur la direction de Citroën, venant après celle d'Aulnay, montre que la construction d'un syndicalisme ouvrier est possible par la lutte intransigeante contre le patronat. C'est sur cette base que des milliers de travailleurs immigrés ont adhéré à la CGT. C'est au nom de cette intransigeance de classe qu'ils ont voté CGT.

Aussi, ce sont des adhérents venus de la lutte, exigeants et mobilisés, que la CGT a intégrés. Ils ne toléreront aucun atermoiement de leur syndicat, et ne se comporteront pas comme des cégétistes complaisants.

Ils considèrent que la CGT est leur syndicat, celui qui a le prestige d'avoir vaincu la CFT-CSL. Ils n'admettront pas facilement des compromis douteux, que ce soit sur des questions propres à Citroën, que ce soit sur l'attitude de la CGT face à l'austérité.

L'UD-CGT et la direction du syndicat de Levallois savent fort bien que ces syndiqués-là voudront imposer tous les jours, sur les chaînes, le nouveau rapport de forces qu'ils ont construit.

Pour l'instant c'est la joie, et c'est normal. La forteresse Citroën vacille pour la seconde fois. D'Aulnay à Levallois, les immigrés ont battu l'ordre Citroën. Pour les travailleurs, leur victoire acquise, il va s'agir d'utiliser ce nouveau rapport de forces. Ils ont commencé à Levallois, en ne tolérant plus la hiérarchie du patron. La dignité, ils l'ont gagnée par la lutte, ils l'imposent tous les jours.

Eux qui ont donné à la CGT une dimension de masse, ils comptent utiliser leur syndicat pour les revendications. Liberté et dignité oui, bien



sûr. Mais plus loin se profile la contre-offensive patronale, notamment celle permise par les mesures de blocage des salaires.

Ainsi devrait sauter l'augmentation de 100 F, promise par la direction pour le 1<sup>er</sup> septembre. Ce sera la première épreuve significative après la défaite de la direction Ci-

troën et de son syndicat maison.

Cette nouvelle CGT, forte du soutien de l'immense majorité des travailleurs de Levallois, aura à se battre pour que l'acquis revendicatif de la lutte ne soit pas anéanti par la politique d'austérité gouvernementale. Les élections finies, la lutte continue...

## CONTRE L'AUSTERITE PATRONALE PROLONGEE : ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

**T**OUS les travailleurs se posent la question : que va-t-il se passer lors de la sortie du blocage des salaires ? D'abord, comme nous l'avons déjà dit, les prix, eux, seront débloqués avant octobre. Dès le mois de juillet, gouvernement, patrons et syndicats vont se retrouver pour négocier cette fameuse sortie. Plusieurs choses sont d'ores et déjà sûres : il y aura la mise en place de la cotisation chômage pour les fonctionnaires sans doute de 1 %, l'augmentation des cotisations de Sécurité sociale et vraisemblablement une restriction de certaines prestations de Sécurité sociale. La diminution du pouvoir d'achat est donc programmé.

### Pour les patrons, il faut encore réduire les salaires

En fait, l'austérité est toujours à l'ordre du jour, la loi de blocage prévoit explicitement qu'il ne pourra pas y avoir de rattrapage de la perte des augmentations de salaire consécutive au blocage ! Delors annonce que le pouvoir d'achat sera bloqué en

fait jusqu'à fin 1983 et que ce n'est qu'à cette date que le maintien du pouvoir d'achat peut être envisagé. Doux euphémisme pour annoncer une perte très importante du pouvoir d'achat, car d'ici là les prix auront repris leur course habituelle. Pour arriver à ce résultat, Delors compte sur la compréhension des directions syndicales et leur détermination à faire admettre cette politique aux salariés.

En fait, Delors cherche à mettre au point des contrats salariaux qui tiennent compte de la compétitivité des entreprises, donc de leurs profits. Mais pour qu'il y ait compétitivité et profit, il faut que les salaires soient les plus bas possible. Dire aux travailleurs : modérez vos revendications pour que les patrons fassent des profits et vous aurez ensuite des augmentations de salaire est une véritable escroquerie. Ce n'est pas avec une telle échelle mobile à l'envers que les salariés obtiendront la satisfaction de leurs revendications. Les directions syndicales doivent dire non à de telles mesures qui perpétuent l'austérité pour les travailleurs. Ce sont les patrons qui font

les prix, en fonction de leurs intérêts, de la concurrence nationale et internationale. Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de cette concurrence dont ils ne tirent que du sang et des larmes et aucun profit.

Devant la loi des patrons, il faut opposer l'unité des travailleurs sur des revendications unifiantes pour couper court à la mise en concurrence des travailleurs entre eux par le patronat. L'expérience montre que ce sont toujours les prix qui partent les premiers et les salaires qui essaient de suivre. Le gouvernement se prépare à liquider sans le dire toutes les indexations des salaires sur les indices INSEE et syndicaux qui pouvaient exister dans les conventions collectives. Les attaques contre l'échelle mobile des salaires en Italie ont entraîné une grève de grande ampleur. En France, ce qui est à l'ordre du jour contre les attaques patronales, c'est la généralisation de l'échelle mobile des salaires contre l'inflation. Cette mesure sera bien plus efficace pour le maintien du pouvoir d'achat que la confiance dans « la modération » des patrons et l'appel à leur civisme pour investir et embaucher.



# PCF : solidarité gouvernementale d'abord !

**L**E seul cas de figure où nous quitterions le gouvernement est celui où le PS, le gouvernement ne tiendraient pas le cap de la politique voulue par les Français. » Ainsi répondait Georges Marchais sur *Antenne 2* le 10 juin, quand un journaliste lui demandait si le PC rendrait ses portefeuilles en cas d'application du plan de licenciement des 15 000 sidérurgistes lorrains.

Aujourd'hui, la plupart des organisations syndicales et l'immense majorité des travailleurs rejettent le blocage des salaires et ne croient pas au blocage des prix. Le groupe parlementaire du PC, ses ministres renouvellent pourtant leur confiance et leur attachement au gouvernement, comme Lajoie au Club de la presse d'Europe 1 : « La position du PC dans la majorité n'est pas du tout un pied dedans, un pied dehors », ni « ambiguë ». Notre participation à la majorité et au gouvernement est une décision à long terme. Nous l'avons prise et nous n'allons pas la remettre en cause du jour au lendemain. » Rester au gouvernement devient une politique qui commande au reste du parti. Elle exclut le recours à la mobilisation ouvrière, d'ampleur nationale, sur les questions immédiates, des salaires. Voilà ce que dirait Rigout, ministre de la Formation professionnelle, à la demande d'un journaliste de *Libération* (17 juin), s'il était cégétiste, pour expliquer les mesures d'austérité : « Les gars, bien sûr, ce n'est pas drôle, mais on a bien fait des efforts plus importants en d'autres temps. Ce sera difficile mais c'est pour une durée limitée... » En d'autres termes, Marcel Rigout prêche la résignation devant la fatalité de l'impératif monétaire et... l'attente de jours meilleurs.

Cette position ministérielle rejoint en tous points la ligne du parti. Celui-ci condamne mollement le blocage des salaires. Mais la mobilisation de ses militants s'opère sur le blocage des prix. Combien sont-ils à dis-

tribuer aux portes des grandes surfaces des tracts appelant à s'organiser pour surveiller les prix ? Mais combien sont-ils à s'opposer avec ardeur au blocage des salaires ?

La raison d'Etat, les intérêts de la coalition gouvernementale passent avant tout le reste.

Aussi, un débat endémique prend de l'ampleur aujourd'hui dans le PC. Faut-il ou non rester au gouvernement. C'est dans ces termes que beaucoup de militants posent la question de la contradiction de leur parti : être parti de gouvernement et assumer la crise, être le parti des travailleurs. Ce débat resurgit depuis juillet 1981 à tous les moments. Ainsi, après les cantonales et l'échec du PS et du PC, se tenait une réunion des secrétaires de cellules de la fédération de Paris. Marchais devait répondre à une bourrasque d'interventions de militants. Ceux-là condamnaient le cadeau de 18 milliards fait au CNPF. Ils voulaient que le PC lâche les ministères qu'on lui avait octroyés après le 10 mai.

Le secrétaire général leur répondait : « C'est ainsi que certains communistes pensent peut-être qu'il conviendrait maintenant de se mettre à l'écart ? Voire même que nous ne devrions plus tenir notre place comme nous le faisons et comme nous allons continuer de le faire au sein de la majorité et du gouvernement ? S'il advenait que des communistes pensent ainsi, ils se tromperaient lourdement. Totallement. (20 avril 1982 *L'Humanité*) »

Que Gattaz, chef des patrons, obtienne des subsides sans contrepartie, que le plan acier du gouvernement reprenne l'essentiel des licenciements du plan Davignon, que les salaires soient bloqués, le PC, par son groupe parlementaire, par ses ministres assume tout. Cette politique gouvernementale justifie-t-elle que le PC vote la confiance au Parlement à ce gouvernement ? Certainement pas... La majorité parlementaire

est acquise, au travers des députés PS et PC. Doit-elle subir au nom du chantage à la confiance une orientation que les travailleurs, qui ont élu ces députés, rejettent ? En aucun cas... Cette majorité PS-PC a été élue par les suffrages ouvriers pour une politique de combat contre l'austérité. Que les ministres PS et PC appliquent ce mandat majoritaire.

Dans la même logique, le Parti communiste doit-il, au nom des ministères qu'il a obtenus après sa débâcle électorale, renoncer à la mobilisation des travailleurs dont il parle sans l'organiser ? C'est ce qu'il fait. Alors il faut conclure logiquement à partir de ces faits que la question des ministères au gouvernement est un alibi qui cache mal une réalité. Le PCF n'a pas d'autres solutions à proposer que celles du PS. Il est dans une impasse telle que sa stratégie originale se réduit à sa présence-caution dans ce gouvernement.

Dès lors, il respecte le marché passé avec le PS. Le parti social-démocrate français ne peut pas contrôler la classe ouvrière, en raison de son incapacité historique à maîtriser des secteurs décisifs du mouvement syndical. Cette besogne de contrôle, le PC et la CGT l'accomplissent. Le PC n'a que quatre ministères, mais sa présence pèse d'un poids décisif, car il conserve une influence importante dans la classe ouvrière. Que Fiterman parle de solidarité gouvernementale, et ce sont des milliers de militants d'entreprises qui mettent un frein aux luttes. Ce faisant, comme le PS, il prépare les défaites de demain. Aux municipales, la déception pèsera lourd. L'attente vaine du changement se chiffrera en milliers de voix perdues. Que le PC participe de cette manière au gouvernement, en gelant son groupe parlementaire, en freinant la mobilisation ouvrière, et les débats en son sein deviendront crise éclatante, comme en Espagne...

Jean Lantier



Deux costumes, une seule politique ; bientôt une veste ?

## Le 6<sup>e</sup> sous-marin nucléaire français

► 10 milliards de francs  
► 1000 fois Hiroshima

**L**'INFLEXIBLE, sixième SNLE (sous-marin nucléaire lanceur d'engins) français a été mis à flot à Cherbourg la semaine dernière lors d'une cérémonie présidée par C. Hernu et P. Mauroy. Leur geste fut à cette occasion sans ambiguïté. « Notre force stratégique ne saurait être négociée », déclara même le Premier ministre. Ainsi apparaît la traduction d'une politique qui n'est ni nouvelle ni conforme à la volonté de changement tant de fois proclamée en ce domaine avant le 10

mai 1981. Le rappeler n'est pas un luxe alors que l'on assiste à un formidable tapage, en particulier du *Matin*, pour justifier la politique de puissance nucléaire de l'impérialisme français. Le lancement de ce sixième sous-marin stratégique est lui-même la sanction d'une évolution de l'arsenal nucléaire français avec la généralisation dans les prochaines années du missile M4 embarqué sur les sous-marins de la force océanique stratégique (FOST). *L'Inflexible*, avec ses M4, représente à lui seul l'équivalent de

la puissance de feu nucléaire des cinq autres SNLE.

### Un bond en avant dans l'horreur

Lorsque Giscard passa la main à son successeur, il avait porté la puissance totale de l'arsenal nucléaire français de 30 mégatonnes en 1975 à quelque 77 mégatonnes en 1980, soit l'équivalent de 3 850 bombes comme celle qui explosa sur Hiroshima. L'entrée en service de *L'Inflexible* et l'installation progressive du M4 sur quatre autres SNLE — *le Terrible*, *le Foudroyant*, *le Tonnant*, *l'Indomptable* — auront pour conséquence de provoquer un bond en avant de la capacité de destruction de l'arsenal nucléaire français. Avant cet ultime raffinement, sa capacité de destruction était déjà de quelque 22 millions de morts et d'au moins autant de blessés et d'estropiés. N'était-ce pas suffisant ?

En vérité, cette folle poursuite d'une capacité de destruction toujours plus grande est inscrite dans la logique infernale de la « dissuasion » nucléaire pour un pays comme la France. Il n'y a pas de limite au terrorisme d'Etat, de quelque nom qu'il se pare selon les circonstances. Un agresseur potentiel, en l'occurrence l'URSS — sur ce point le gouvernement ne fait pas de mystères — devrait être

dissuadé de menacer les intérêts vitaux du pays par la prise en otage de millions d'hommes, de femmes et d'enfants soviétiques. Pour que la dissuasion fonctionne, il faut en conséquence réévaluer en permanence en fonction de ses moyens le seuil des « dégâts irréparables » qui seuls peuvent dissuader l'adversaire d'agir. Mais l'on oublie souvent dans ce type de raisonnement un détail qui mine l'ensemble de l'échafaudage : pour un pays comme la France, l'usage du feu nucléaire entraînerait une riposte qui équivaldrait à rayer le pays de la carte. Refuser le méprisable discours de la « dissuasion du faible au fort », c'est faire preuve de lucidité, c'est à la fois refuser la perspective d'un suicide collectif et celle d'une politique terroriste de l'Etat bourgeois.

### Un coût exorbitant

A l'heure où le gouvernement prend des mesures d'austérité qui frappent de plein fouet les travailleurs, l'énorme gaspillage de ressources que constituent *L'Inflexible* et les autres joyaux des forces nucléaires est patent. Cela d'autant que, comme on l'a vu, cet armement se révèle inutile et dangereux sur le plan même de la défense militaire d'un Etat comme la France.

Il n'aura pas fallu moins de cinq ans et trois mois du travail de cen-

taines d'ouvriers et d'ingénieurs pour achever *L'Inflexible*. Au total, ce sont sans doute beaucoup plus de 10 milliards de francs qui ont été dépensés en pure perte pour mener à bien les programmes de recherche et de mise au point de cet engin. Dans le budget 1982 pour les Armées, ce sont environ 35 milliards de francs qui ont été engloutis dans les crédits d'équipement et de fonctionnement des forces nucléaires. Combien de programmes sociaux n'aurait-t-on pas réalisés avec ces milliards ?

C'est pourquoi une autre politique faite d'un renoncement unilatéral à l'arsenal nucléaire n'est pas utopique. Elle est au contraire réaliste tant sur le plan strictement militaire que sur le plan économique et social. Cette autre politique, il ne fait pas de doute que ni le PS, ni le PC n'en veulent parce qu'elle implique une rupture radicale avec l'impérialisme et ses alliances (OTAN, Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, UEO, Union de l'Europe occidentale, notamment). Seul un mouvement de masse pour le désarmement nucléaire unilatéral en France, qui répondrait à l'écho des grandes mobilisations contre les menaces de guerre qui se sont développées en Europe, au Japon et aux Etats-Unis, peut permettre de rompre avec la politique que symbolise la mise à flots de *L'Inflexible*.

Jean-Louis Michel

### Le missile M 4, qu'est-ce que c'est ?

**L**E missile qui équipera les sous-marins nucléaires français à l'avenir est de conception nouvelle. Il comporte 3 étages de propulsion et pèse 20 tonnes. Au total, il lui faut trois minutes de propulsion pour atteindre 800 km d'altitude et une vitesse de 18 000 kilomètres à l'heure (moins de vingt minutes pour parcourir 4 000 km). Ces caractéristiques le rendent déjà plus performant que ses prédécesseurs d'autant que la mise à feu s'effectue — c'est une nouveauté — sous l'eau et qu'en conséquence le tir peut s'effectuer en plus grande immersion.

Mais la très grande nouveauté, c'est que chaque missile — 16 par sous-marin — emporte six têtes thermonucléaires de 150 kilotonnes placées ensuite sur des trajectoires balistiques indépen-

dantes. Cela confère une puissance de feu beaucoup plus importante, tout en rendant plus difficile la parade antimissile adverse. Il faut noter à ce sujet que la France fait mieux que l'URSS et ses SS 20 — 1 à 3 têtes selon les modèles — même si l'on est encore loin des 10 têtes indépendantes du MX américain. Une manière de rétablir les faits si souvent triturés et déformés comme le fait depuis un an maintenant et sans retenue le *Matin*, pour leur faire dire le contraire de ce qu'ils signifient. Enfin, l'armement d'un sous-marin comme *L'Inflexible*, il faut le savoir, équivaut à plus de mille fois la bombe d'Hiroshima... F. Mitterrand l'a dit, Hernu s'en vante, le PC s'en félicite : la France construira, au-delà de *L'Inflexible*, un septième sous-marin nucléaire.

J.-L. M.



# Les sidérurgistes exigent l'annulation du plan et le maintien de tous les emplois

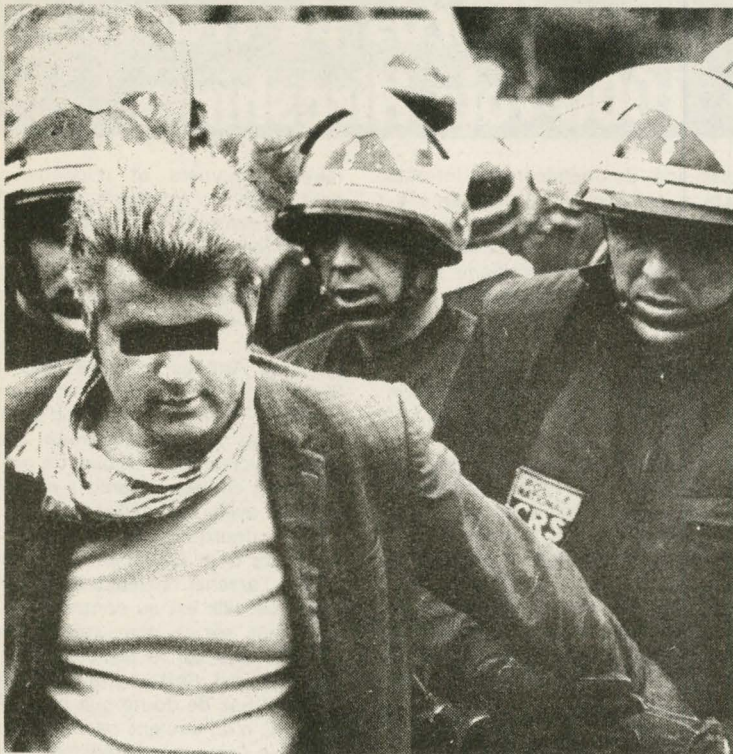
## CAEN : 4000 suppressions d'emplois à la SMN ?



À la SMN (Société métallurgique de Normandie), le plan de restructuration de la sidérurgie menace 4 000 emplois. Débrayages, manifestation, délégation à Paris... Puis, le 1<sup>er</sup> juillet, un appel au débrayage et à une manifestation de toute l'agglomération de Caen. D'où une polémique : la CGT ne veut pas d'action « visant à paralyser Caen », proposée par la CFDT et la CFTC.

Sur notre photo, les sidérurgistes de la SMN bloquant, le 24 juin, la gare de Caen pendant trois heures à l'appel de la CFDT et de la CFTC.

## VIREUX (Ardennes) : les flics contre les sidérurgistes et les antinucléaires



En gestation difficile depuis deux mois, la jonction s'est réalisée entre les sidérurgistes et les écologistes. Les seconds refusent la centrale de Chooz ; les seconds ne veulent pas de la fermeture de l'aciérie de la Chiers et du « reclassement » des 900 ouvriers sur le chantier de la centrale.

Le représentant de l'intersyndicale a expliqué le 29 — au nom de la CFDT, de FO, de la CGC — que les sections locales rejettent l'orientation de leurs confédérations.

Les affrontements, provoqués par l'intervention policière, ont duré cinq heures. De véritables scènes de guerre, avec chars de la gendarmerie contre les barricades et tirs de grenades sur les toits des maisons et dans les rues... blessant ainsi plusieurs personnes dont une fillette de cinq ans.

La « grande presse » a cherché à diminuer l'importance de cette lutte et l'*Humanité*, le 28 juin, a prétendu que « les sidérurgistes n'ont pas pris part à ces affrontements mais ont, au contraire, tenté de s'interposer ». Notre photo montre donc, pour l'exemple, un de ces « jeunes gauchistes incontrôlés » aux prises avec comme le dit l'*Huma*, « les gendarmes ».

**P**OMPEY, Denain, Vireux (Ardennes), Caen, Longwy... Un à un, tous les sidérurgistes sont entrés en action. Ils ne veulent pas se soumettre aux décisions du gouvernement. Mobilisations locales, délégations, prises de positions. Puis, ils « vont à Paris ». Mais où aller ? Pour le moment, ils se sont adressés aux directions de Sacilor ou d'Usinor : la direction de la CGT exige, dans les intersyndicales, que les critiques ne mettent pas en cause le gouvernement ou la majorité. Mais cela est maintenant en retrait de ce que souhaitent les travailleurs : ils n'ont le choix qu'entre deux voies. Soit se démoraliser et se contenter de grogner tout en cherchant des aménagements de détails alors qu'il y a, à la clé, des milliers de licenciements. Soit se mettre à agir avec une seule perspective, commune à tous : exiger que le gouvernement annule ses décisions, qu'il garantisse tous les emplois.

## Nouvelles propositions ?

Toutes les forces militantes du PC qui restent fidèles à la direction sont aujourd'hui rassemblées sur un seul objectif : éviter la question politique. D'où l'absence de propositions allant vers une action d'ensemble de toute la sidérurgie pour en finir avec les ordres donnés par Davignon et les « autorités » européennes. D'où aussi, plus subtilement, la proposition de « plans industriels par bassin » dont les travailleurs sont appelés à demander « la prise en considération ».

Cela, en pratique, correspond tout à la fois à une manœuvre et à un problème réel. La manœuvre : morceler la prise de conscience des travailleurs pour cacher la véritable priorité actuelle, la rupture avec les projets des patrons européens et français. « Discutons par bassin... » et « soyons capables de faire des propositions ». A ce point-là, la manœuvre a des chances de réussir, malheureusement, parce qu'elle correspond à une réelle préoccupation des travailleurs : ils veulent avoir quelque chose à mettre à la place des plans patronaux, et ils savent bien qu'ils sont aussi compétents que les hommes des P-DG, pour peu qu'on leur en donne les moyens !

En ce sens, les sidérurgistes de Pompey exigent d'avoir toutes les informations sur l'entreprise et des délais assez longs pour formuler des propositions. Ils ajoutent aussi qu'ils veulent pouvoir faire des propositions en partant d'autre hypothèses que les fonctionnaires patronaux aujourd'hui « couverts » par les décisions gouvernementales.

## Une concertation bidon

Il y a là un piège : on ne peut négocier de nouvelles propositions avec des chances de les voir se réaliser tant que le rapport de forces n'a pas obligé le gouvernement à annuler ses décisions. Parallèlement, bien sûr, il est parfaitement logique et légitime d'exiger que les plans d'avenir de la sidérurgie soient faits sous le contrôle des travailleurs. Mais pour que cela ait des chances d'aboutir, il ne faut pas perdre de vue où en est la lutte : en ce moment ce sont encore les volontés patronales qui s'appliquent et le secret capitaliste régit encore sur le fonctionnement de la sidérurgie nationalisée dont les nouveaux conseils d'administration ne sont en pratique qu'une chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs.

Durant le meeting de Longwy, le mardi 29, les deux orientations apparaissaient avec une netteté particulière. Le porte-parole de la CGT détaillait longuement tous les aménagements à « défendre » pour « un plan assurant l'avenir du bassin » ; et il n'avait pas un mot contre la politique gouvernementale. La prise de parole de la CFDT, en revanche, était sans aucune ambiguïté : « Qu'on ne vienne pas nous dire, expliquait Robert Giovanardi, qu'il y a eu concertation. Les syndicats et les travailleurs ont été mis devant le fait accompli juste avant les congés payés. » Le matin même d'ailleurs, la CFDT, suivie par la CGT, avait quitté le comité d'entreprise d'Usinor-Longwy où étaient annoncés plusieurs jours de chômage technique pour les diverses unités de production... Il expliquait que « le plan des patrons français est conforme aux nouveaux plans de tous les patrons en Europe qui veulent faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs. Et qui déjà préparent un nouveau plan supprimant 100 000 emplois ».

« Ce plan, disait-il encore, n'est pas un plan pour les travailleurs : il n'a pas été fait en partant d'une discussion sur les besoins (...) il ne remet pas en cause les formes de relations avec les pays du tiers monde (...) il ne prévoit pas les embauches possibles avec les 35 heures et la cinquième équipe ».

## Le premier test national à la rentrée ?

Répondant par avance à des polémiques trop prévisibles, Robert Giovanardi donne le cadre de la mobilisation qui commence : « Qu'on ne vienne pas nous dire que nous faisons le jeu de la droite par nos actions. Ceux qui préparent le retour de la droite sont ceux qui les laissent faire en ce moment (planquer leur pognon en Suisse par exemple) ou qui font de tels plans anti-ouvriers comme le plan acier et le blocage des salaires. »

Les perspectives pratiques avancées, qui correspondent à l'état de la mobilisation, tiennent en trois éléments : l'unité et la mobilisation pour exiger l'annulation des décisions « préparées directement par les patrons », la lutte « pour obliger le patronat à embaucher », la nécessité de « continuer la lutte, par-delà les congés d'été », en « préparant une action d'ensemble de tous les sidérurgistes de tous les bassins ». Pour bien montrer sa volonté unitaire et ouvrir la voie à la mobilisation, la CFDT de Longwy appelle à la « délégation massive » proposée par la CGT, pour le 6 juillet, à l'occasion du conseil d'administration d'Usinor.

Pompey, Denain, Longwy, Caen, les Ardennes... Commencée il y a deux mois ou lancée plus tard, la mobilisation s'affirme. Elle se poursuivra le 6 juillet et durant tout le mois. D'ores et déjà, elle est un test pour le gouvernement. Elle risque fort de le devenir de plus en plus. « Si on arrive à ce que partout on ait du soutien, une manifestation à Paris vers la mi-octobre aurait des chances de poser les vrais problèmes. Le PS et le PC doivent savoir qu'on ne les a pas élus pour qu'ils fassent ça », disaient déjà plusieurs militants CGT comme CFDT. Que répondre d'autre à ceux, qui écœurés, rêvent « de petites actions violentes » parce qu'ils désespèrent de parvenir à une mobilisation assez forte pour imposer le changement ?

P. R.

## DENAIN : matraqués par les CRS



Sur notre photo, une manifestation unitaire en 1979. Aujourd'hui, écrit la CFDT de Denain, « voilà que la concertation, tant promise, se passe à coup de matraque ». En manifestation, contre la fermeture (1200 emplois) le 9 juin, à Lille ils furent froidement attaqués par les CRS et l'affrontement ne fut évité que de justesse. Le 21 juin, à Paris, « des barrages de police furent établis dès l'arrivée des travailleurs ». Puis ils subirent, en fin de journée, « une charge brutale, sauvage, de CRS qui cherchaient depuis un moment à libérer leurs instincts ».

« Des hommes politiques, continue le tract de la CFDT, nous ont fait savoir que notre langage était trop dur vis-à-vis de la gauche (...) Ils vont bientôt nous faire eux-mêmes un plan d'action... où on ne dérangerait personne... et surtout pas le gouvernement ! »

Leur conclusion : « Les promesses ne sont toujours pas tenues : l'action doit continuer. L'unité d'action doit se poursuivre, à condition que chacun mette la même ardeur dans ces actions. »



# Le gouvernement obéit à Davignon et Etchegaray



## • Les dirigeants de l'Europe des patrons ont dicté le plan de restructuration

**S'**AGIT-IL, dans la sidérurgie, d'une lutte contre « des évolutions inéluctables » ? On l'a déjà dit en 1979 : Giscard déclarait qu'il « comprenait ces réactions de désespoir » et Chérèque choisissait le même moment pour affirmer qu'il « était nécessaire de savoir s'adapter »... Aujourd'hui, comme on pouvait le lire dans *Libération* du 22 juin, la plupart des directions politiques et syndicales nationales ont intérêt à faire croire que « personne ne discute les chiffres de la commission de Bruxelles (...) mais tout le monde recule et cherche à passer entre les mailles du filet ».

Toute cette histoire, pour ceux qui prêchent ainsi « l'adaptation réaliste à la crise », se réduirait à « quelques données indiscutables ».

Premier point : « Il faut réduire les capacités de production. Il faut de nouvelles suppressions d'emplois » (Etchegaray, président d'Eurofer, dans son interview aux *Echos* du 4 mai).

Deuxième point : « Une enveloppe de 26 milliards de francs sera dégagée pour rétablir en quatre ans une sidérurgie forte et compétitive » (Beregovoy, le 9 juin).

Troisième point : « Des emplois de substitution seront créés sur place afin que le plan ne se traduise par aucun licenciement. »

Si on suit bien ce raisonnement, il n'y a aucune légitimité aux luttes des sidérurgistes. Sauf obtenir de vrais garanties de reclassements sur place.

### Un tissu de mensonges

En pratique, cette « analyse » a deux buts. Elle sert à justifier les décisions gouvernementales. Mais elle permet en même temps de montrer la légitimité de quelques batailles morcelées, afin de « corriger » quelques aspects.

Cela entraîne, en pratique, une belle unanimité des directions de la CGT-métaux et de la CFDT-métaux nationalement. Toutes deux approuvent. Mais celle de la CGT ajoute, prudemment, qu'il « apparaît un manque de fermeté à l'égard des orientations de déclin de la CECA », alors que celle de la CFDT s'exprime « sous réserve d'une vérification concrète sur le terrain ».

Ces possibilités de « double lecture » des communiqués officiels nationaux s'expliquent fort bien : alors que le PCF et la CGT demandaient, il y a peu, 35 millions de tonnes de production d'acier, le PS en réclamait 32 millions de tonnes et la direction de la FGM-CFDT, elle, 28 millions... On en est, d'après le communiqué de Beregovoy, à « rechercher l'équilibre des entreprises qui seront en 1985 en mesure de produire 24 millions de tonnes ».

Cette réduction des capacités de production n'a pas empêché Georges Marchais de prétendre que « grâce à ce plan la production d'acier sera augmentée »... parce qu'actuellement la production s'établit au niveau de 20,5 millions de tonnes avec des usines qui ne tournent qu'à 65 % de leur capacité théorique (environ 29 millions de tonnes). Or pour « s'équilibrer financièrement », les usines



3 000 travailleurs de Pompey à la Tour Eiffel et au siège de Sacilor.

devraient fonctionner au moins à 85 % de leur capacité en moyenne annuelle. En visant 24 millions de capacité, le « programme d'action » n'a pas, à l'inverse de ce que dit *L'Humanité* du 25 juin, « un objectif de production en hausse »...

Il faut sûrement avoir le culot de Georges Marchais pour annoncer que « ça augmente » quand « ça baisse » de 5 millions de capacité de production, pour réaliser la diminution des capacités de production de 20 % demandée par les « autorités de Bruxelles ». Devant une telle contradiction, bien sûr, on entendra le célèbre refrain : « il fallait que les électeurs votent autrement en mai et juin 1981 ». Comme si les élections s'étaient déroulées sur la base des projets de production d'acier !

### Quels sont les objectifs de production ?

Les contradictions, particulièrement apparentes dans les positions du PCF, existent aussi dans toutes les autres organisations ouvrières. Auraient-elles « découvert les réalités de l'économie » avec l'arrivée de la gauche au gouvernement ? La droite s'en amuserait beaucoup si elle ne cherchait pas à exploiter ce mécontentement au niveau des diverses régions.

Mais à quoi diable sert donc la production de la sidérurgie et comment en calculer les besoins pour savoir fixer les capacités de production nécessaires ? A cette question, il ne manque pas de réponses à Bruxelles : le jeudi 24 juin, par exemple, la CEE « a décidé une réduction importante de la production d'acier au troisième trimestre de 1982 », en précisant que,

« parmi les produits les plus touchés figurent les barres rondes pour béton armé, destinées à une industrie du bâtiment particulièrement déprimée » (*Le Monde* du 26 juin).

En pratique, pour comprendre ces décisions, il faut avoir en vue deux données essentielles dans la gestion capitaliste de la crise.

● La première est la décision, prise il y a plusieurs années, de diminuer les dépenses d'équipements collectifs et de logements dans les pays d'Europe. Afin, comme disait Giscard, de « tourner nos industries vers de nouveaux créneaux porteurs » c'est-à-dire de concentrer les investissements capitalistes sur les branches considérées comme les plus rentables en fonction des objectifs des principales puissances impérialistes.

● A cela s'est ajoutée la profonde récession aux USA en 1981-82. Celle-ci se traduit par un taux d'utilisation des capacités des usines sidérurgiques ridiculement bas (autour de 43 %) ; d'où à titre de « protection » une restriction des importations d'acier, qui vient accroître les contradictions en Europe.

Ces pressions pèsent directement sur les décisions du gouvernement, justement parce qu'il a décidé de respecter les « règles du marché international ». Ainsi, pour préparer ses projets, il a donné pour directive de calculer les possibilités en fonction des accords européens. Par ailleurs, pour diriger les « études » de stratégie industrielle, il a gardé les mêmes hommes qu'avant le 10 mai : à tel point que Christian Stoffaës, le conseiller économique favori de Giscard, en est responsable auprès de Dreyfus...

Pour comprendre les conséquences pratiques reprenons, par exemple, la dernière demande de diminution « justifiée » par une dépression dans l'industrie du bâtiment. Prise dans son ensemble, — logements, équipements collectifs, génie civil... —, cette branche représente plus de 25 % de la consommation d'acier. Doux les conséquences importantes, pour l'ensemble de l'industrie sidérurgique, des fluctuations de ce secteur. Mais quels sont donc les besoins de ce secteur ? Quand ont-ils été discutés durant l'année en cours ? La réponse est simple : sans doute des hauts fonctionnaires ont-ils « donné des leçons d'économie aux ministres »... En effet, ils en sont aujourd'hui à décider qu'il faut seulement 50 000 logements locatifs au lieu de ce qu'ils avaient prévu avant d'être élus (le PS parlait de 16 millions de Français à mieux loger et le PC revendiquait 500 000 logements locatifs construits chaque année...). Inutile de discuter longtemps pour voir que la simple mise en application de ces projets dans le logement auraient pour effet de changer la tendance à la « dépression de l'industrie du bâtiment » ! Passer de 500 000 à 50 000... ou l'inverse !

Est-ce par « réalisme » que le PS et le PC ont ainsi repris les « prévisions » et les directives de l'Europe capitaliste ?

### Choisir entre deux voies

En réalité, on ne peut vouloir tout à la fois accepter la loi du marché capitaliste international et protéger les travailleurs français des effets de la crise du système capitaliste. Et, en pratique, les dé-

cisions de diminution d'emplois dans la sidérurgie proviennent, tout comme le blocage des salaires et l'austérité, de la même cause : si on « joue le jeu de la loi du marché » on ne peut pas le jouer à moitié ; et les travailleurs en font les frais.

Il y a pourtant une autre voie. Elle passe par le refus de subir la logique patronale, française ou internationale.

Dans le cadre de la sidérurgie, nationalisée, cela consiste à ne pas distribuer des « aides » publiques qui vont en fait servir à réaliser la « restructuration » réclamée par les patrons.

● Comment organiser les projets de production ? En fonction d'une évaluation des besoins collectifs : des équipements sociaux, dont nous avons déjà parlé, mais aussi en fonction des problèmes de transports (27 % de la consommation d'acier) ou de modernisation des outils de production (24 % de la consommation d'acier) afin d'alléger la peine des travailleurs.

● Comment chiffrer cela ? En cessant de donner, dans le secret des cabinets ministériels, tout le pouvoir aux hommes de confiance du patronat : ce sont les travailleurs, partout, qui doivent être appelés à s'exprimer sur les projets d'avenir. Il y a d'ailleurs, ici, un scandale particulièrement énorme : le gouvernement, sous les ordres des « autorités » de l'Europe capitaliste, est en train de réorganiser la production pour 1986 et les années suivantes alors que les discussions sur le 9<sup>e</sup> Plan, qui devraient couvrir cette période, ne sont même pas commencées... !

● Comment répondre aux luttes des sidérurgistes ? Tout consiste à savoir au service de quelle classe est le gouvernement : si la majorité actuelle voulait réellement répondre aux besoins des travailleurs, elle ne se cacherait pas derrière « les chiffres » de la « commission de Bruxelles ».

Au lieu de « demander une aide de la CECA pour réaliser ces projets », comme l'a fait le ministre Pierre Dreyfus, il fallait et il faut prendre l'autre voie : suspendre les plans européens, garantir tous les emplois dans la sidérurgie, diminuer massivement le temps de travail et embaucher pour réaliser les 35 heures et la cinquième équipe (soit deux mille embauches pour la seule usine de la Solmer par exemple). En donnant de telles garanties aux travailleurs, oui, on peut créer les conditions d'un vrai débat, public, démocratique, sur les besoins en acier.

Sur cette voie, il y a bien sûr, l'obstacle des bourgeoisies qui ont programmé la disparition de 200 000 emplois dans la sidérurgie européenne.

Mais, déjà, que ce soit en France ou en Europe, les travailleurs ne subissent que trop le chômage et les projets patronaux. Par leurs décisions actuelles, en fait, le PS et le PC appliquent la politique du patronat. Ils pourraient, en prenant l'autre voie, donner le signal d'une mobilisation intense des travailleurs partout en Europe. C'est par leurs luttes en cours que les sidérurgistes peuvent imposer une telle réponse ouvrière de masse à la crise et aux solutions capitalistes.

Pierre Rème



## Lettre ouverte des groupes femmes à François Mitterrand, Pierre Mauroy et Yvette Roudy

Les groupes femmes avaient prévu de longue date une réunion sur la région parisienne pour tirer le bilan des Etats généraux sur le travail des femmes et discuter des perspectives de lutte et de débat pour la rentrée. Entre-temps, le gouvernement annonçait un plan de lutte contre l'inflation qui pour les travailleurs signifie clairement une politique d'austérité. C'est dans ce contexte que s'est tenue la réunion du 20 juin des groupes femmes. Au terme de la discussion, d'un commun accord, il fut décidé de rédiger une lettre ouverte au gouvernement pour exprimer publiquement l'inquiétude et le désaccord des féministes face à ce plan qui, pour les femmes tout particulièrement, impliquera une aggravation de leurs conditions de vie. Cette lettre fut envoyée le 22 juin dernier et rendue publique dans les jours qui ont suivi... Nous en publions les principaux extraits.

Rappelons à cette occasion que les groupes femmes ont confirmé leur décision d'appeler pour la rentrée (octobre) à une grande manifestation nationale pour le remboursement à 100 % de l'avortement et la levée de toutes les restrictions. Cette mobilisation se justifie plus que jamais.

C. B.

### Extraits de la lettre ouverte

C'est avec consternation que nous venons de prendre connaissance des principales mesures arrêtées par le gouvernement pour lutter contre l'inflation. (...)

Ces mesures, en effet, ne peuvent qu'avoir des répercussions dramatiques immédiates et directes sur les conditions de vie des femmes, des travailleuses notamment.

Est-il besoin de rappeler les propos de F. Mitterrand à l'occasion de la journée internationale des femmes, soulignant que « les femmes sont majoritaires parmi les smicards, les chômeurs, les allocataires du minimum vieillesse, les personnels auxiliaires, temporaires, vacataires, tandis qu'elles sont minoritaires parmi les bénéficiaires de la formation ou de la promotion professionnelle alors qu'elles sont majoritaires dans la nation. (...) »

Il est contradictoire d'après nous d'affirmer comme le fit F. Mitterrand dans son discours du 8 Mars que « le droit des femmes à l'emploi, de même que leur droit à la formation constitueront, pour l'action gouvernementale au cours des prochaines années, un impératif absolu » et de prévoir en même temps des coupes sombres dans le budget dont la première conséquence sera de bloquer les créations d'emplois dans la Fonction publique (Education, santé, etc.) qui accueille traditionnellement de nombreuses femmes.

Comment le gouvernement compte-t-il assurer « l'égalisation des salaires masculins et féminins », « la mise en place d'équipements collectifs de garde et d'éducation des jeunes enfants », conformément aux engagements de F. Mitterrand à l'occasion de la journée internationale de lutte des femmes, en faisant voter le blocage des salaires pour quatre mois et en mettant en œuvre une politique de rigueur budgétaire ?

Comment le gouvernement arrivera-t-il à concilier sa volonté de freiner les dépenses de Sécurité sociale et la promesse solennelle de F. Mitterrand et de Y. Roudy que l'avortement sera remboursé par la Sécurité sociale dès septembre prochain ?

Les objectifs sociaux précédemment affirmés par le gouvernement ne vont-ils pas inévitablement être sacrifiés dans le cadre de cette politique d'austérité ?

Les femmes qui massivement ont voté pour la gauche aux dernières élections et ont largement contribué à sa victoire ne pourraient le comprendre ni l'accepter de la part d'un gouvernement qui prétend répondre aux aspirations des plus opprimés, en premier lieu des femmes.

Elles ne peuvent encore une fois accepter de faire les frais de la crise économique.

Ces dernières années, les femmes ont prouvé qu'elles étaient capables de se mobiliser et de lutter pour leurs justes droits (pour le droit à l'avortement notamment). Nous sommes prêtes à le faire encore pour défendre ce que nous avons acquis par nos luttes et obtenir des droits nouveaux. (...)

# MOBILISATION UNITAIRE DES ARTISTES DU SPECTACLE

PEU de journalistes, ce lundi 21 juin, au théâtre de Poche, près de Montparnasse, à Paris. Deux agences (AFP et ACP), deux ou trois « indépendants »... et Rouge ! Pas un grand quotidien, aucun hebdo « de choc »... Pourtant, l'événement ne valait-il pas la peine d'être noté ? Les huit syndicalistes qui prenaient la parole derrière la tribune, de façon effectivement assez homogène quant aux considérants et objectifs de leur action, appartenaient aux fédérations « spectacle » de quatre confédérés : CGT, CFDT, FO et CGC !

Ils rendaient compte d'une assemblée générale d'information tenue une semaine auparavant, à l'appel de cinq syndicats appartenant aux quatre confédérations du spectacle et de l'audiovisuel : « Pour le respect des avantages acquis, pour la défense et l'amélioration des droits sociaux : retraite, Sécurité sociale, ASSEDIC, congés-spectacle et formation professionnelle. » Compte tenu, ajoutait le tract d'appel, qu'« aujourd'hui le patronat cherche à remettre en cause les acquis sociaux dans tous les secteurs et s'attaque à notre statut social ».

Les statistiques fournies par les organismes sociaux (Sécurité sociale, caisses de retraite, etc.) permettent d'évaluer le nombre d'artistes en France, toutes catégories confondues, à environ 20 000, dont la moitié de musiciens et l'autre moitié de comédiens, artistes de variété et music-hall, cirques, marionnettes, etc. En gros, il existe dans ces professions, en permanence, 80 % de chômeurs (qui ne sont pas toujours les mêmes !).

Autre problème crucial : la retraite. Au 1<sup>er</sup> janvier 1982, presque aucun artiste, de quelque catégorie que ce soit, ne percevait le plafond retraite Sécurité sociale (50 % du plafond, soit 3295 F par mois). Sur 116 artistes dramatiques ayant pris leur retraite en 1980, 103 (89 %) touchaient moins de 1200 F par mois comme retraite complémentaire.

Bref, 20 % des artistes parviennent à vivre décemment de leur métier, tandis que 20 autres sont, de



fait, marginalisés socialement et que, de rares « vedettes » mises à part, l'ensemble de la profession vit dans une angoisse permanente.

Ce qui irrite particulièrement les représentants des syndicats, c'est la double constatation suivante : le Parlement, pour ce qui est de l'audiovisuel, par exemple, a voté des crédits de 180 millions de francs destinés à soutenir la production, la création et donc l'emploi (dans le cadre du budget 1982). Or, justement, le volume de production/création à la SFP ou à telle chaîne de télé a déjà baissé et, selon les informations filtrant sur les budgets 1983, ne pourra que diminuer encore.

Il n'était pas opportun de discuter, lors d'une conférence de presse, la « solution » (parmi d'autres, certes), présentée par le chanteur Alain Barrière (CFDT), consistant à limiter le nombre de « variétés étrangères » passant sur les ondes françaises pour augmenter l'emploi des artistes français. Contentons-nous ici de remarquer l'importance de certaines revendications apparemment chauvines avancées par les syndicats d'artistes, et à quel point il est impossible, dans une profession où, encore une fois, le vedettariat et le chômage font des ravages, de se contenter d'un discours internationaliste...

Enfin, le trait frappant, lors de cette conférence de presse, c'est l'exaspération des syndicats d'artistes et interprètes, toutes tendances confondues, devant non seulement les lenteurs du changement, mais surtout devant l'inexistence totale de quelque concertation que ce soit (1). Aucune préparation de budget, aucun projet de réforme, aucune loi envisagée, rien, vraiment rien, ne se fait avec la collaboration des représentants du monde du spectacle. A peine sont-ils informés de ce que les ministères, l'administration, les « experts » envisagent...

Faut-il que le « ras-le-bol » soit intense pour que l'un des orateurs se dise publiquement « à la fois membre du PS et tellement déçu ». Et pour que l'ensemble des organisations ait déjà retenu la date du 29 septembre pour une prochaine AG d'information, faisant le point sur l'état de la concertation et pouvant déboucher, si cette dernière n'avait pas progressé, sur la préparation... d'une grève générale... Ni plus, ni moins !

Jean-François Godchau

(1) Même chose pour ce qui est des musiciens du SNAM/CGT dans une interview publiée dans « Action musicale » n° 13 (été 1982).

VIENT DE PARAÎTRE

**Critique Communiste**  
revue mensuelle  
de la  
Ligue Communiste Révolutionnaire

juillet 82 10 fr.

Sommaire

Austerité: les travailleurs disent non!

Les embarras de G. Marchais

Dossier

LA POLITIQUE ECONOMIQUE  
DE MITTERRAND-MAUROY-DELORES  
SIDERURGIE:  
LE GOUVERNEMENT APPLIQUE  
LA RESTRUCTURATION PATRONALE

Le 39<sup>e</sup> Congrès de la CFDT

Montée des luttes aux Antilles

CHRONIQUE  
DE  
JUN 36

RENAULT

Déjà disponible

**Critique Communiste**  
Publication de la LCR  
N° : HORS SERIE ETE 1982 25F

Des témoignages, des documents, sur des événements qui ont façonné le mouvement ouvrier d'aujourd'hui. En 68 pages, une introduction vivante à juin 1936 et à des débats politiques surprenants d'actualité. Un numéro qui sera longtemps d'actualité.

## AMIS LECTEURS,

C'est sur un numéro spécial été que Rouge interrompra sa parution le 24 juillet. Reprise le jeudi 26 août.

Critique communiste n° 10 est sorti. En attendant le n° 11 (début septembre), une importante lecture pour les vacances : Critique communiste hors série, un numéro double sur juin 1936, qui est déjà prêt.

Deux temps forts pour la diffusion militante

Diffuseurs  
passez  
vos commandes

« Rouge »  
pour août

**Rouge**

• Où en est la crise du capital ? Où en est la révolution nicaraguayenne qui fête son troisième anniversaire ?

• Quelles sont les raisons de la montée du mouvement antigouvernementaire ? Les nouvelles vagues de mobilisation des usagers en France. • Travailleurs européens face à l'austérité : l'Italie. Etc. Des articles de fond pour un « Rouge » à vendre pendant tout le mois d'août, numéro double.



## CONFERENCE OUVRIERE DE LORRAINE

# Deux jours de débats fructueux

La Conférence ouvrière de Lorraine et des départements limitrophes, qui s'est tenue les 26 et 27 juin près de Metz, a réuni une cinquantaine de participants. Militants syndicalistes, membres de la CGT, de la CFDT et de la FEN, militants politiques aussi pour certains d'entre eux (voir « Rouge » n°1021).

Le pari était audacieux, puisqu'il s'agissait de débattre durant deux jours à partir d'expériences bien différentes. Différentes en fonction des situations propres de chacun des participants, selon la ville, l'entreprise, la branche professionnelle ou le secteur d'activité. Différentes aussi en fonction des appartenances syndicales. Et, bien sûr, en fonction des origines et des expériences politiques, puisque beaucoup des militants présents étaient soit membres du courant D du PSU, soit membres de la LCR.

Pari gagné ! De l'avis unanime des participants à l'issue de la conférence, les débats furent intéressants et fructueux. Au cours de deux jours de discussion, en assemblée générale et en commissions, on apprend beaucoup sur ce que sont les problèmes des uns et des autres. Et on apprend à se connaître. « Cela permet de lever bien des préventions et des a priori », soulignaient plusieurs intervenants dans la discussion de conclusion.

Ainsi, le bilan est incontestablement positif. La discussion libre et fraternelle a permis de dégager de larges zones d'accord entre les participants. Il est loin d'être négligeable dans une situation comme celle que nous connaissons dont les enjeux pour les travailleurs sont décisifs, de constater que le débat et le travail collectifs permettent d'approfondir ce que sont les positions des uns et des autres et de rapprocher les points de vue.

La première journée a été consacrée à une discussion générale sur la situation politique et sociale. Le rapport introductif s'appuyait sur les questions que se posent beaucoup de travailleurs :

« Est-ce vouloir brûler les étapes ou aller trop vite que de préconiser d'autres solutions à la crise capitaliste que celle de l'austérité, baptisée "rigueur" ou même solidarité ("nouvelle" car "l'ancienne", en fait la nôtre, c'est la solidarité de classe, la "nouvelle" c'est la solidarité entre les classes : la classe ouvrière solidaire des pauvres patrons) ? »

« Est-ce vouloir brûler les étapes ou aller trop vite que de s'opposer à

la baisse du pouvoir d'achat et aux licenciements ? »

« Comment les luttes d'aujourd'hui peuvent-elles aboutir ? »

« La lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste ne risque-t-elle pas de porter des coups à ce gouvernement que la masse des travailleurs considère comme le leur et de favoriser ainsi le retour de la droite ? »

Le contexte dans lequel se tenait la conférence rendait d'autant plus pressantes ces questions. D'une part, les mesures prises par le gouvernement, en particulier le blocage des salaires, étaient au centre des discussions. Elles éclairaient d'un jour cru ce qu'est la politique de ce gouvernement et appellent une riposte

ferme des travailleurs. « Les mesures récentes du gouvernement vont encore dans le sens des exigences du CNPF pour une politique d'austérité », soulignait la camarade qui faisait le rapport introductif.

D'autre part, la Lorraine se trouve à nouveau brutalement touchée par les licenciements massifs : annoncés quelques jours auparavant en ce qui concerne Pompey, prévus dans d'autres entreprises de la sidérurgie et du textile, ils menacent gravement les travailleurs de la région.

D'où un travail très important en commission concernant les restructurations industrielles dans la région : des camarades de la sidérurgie et du textile présents à la conférence étaient à même d'apporter de nombreuses informations sur la question. Un communiqué de presse fut publié à l'issue de la conférence pour souligner la gravité de ces licenciements et assurer les travailleurs en lutte d'une totale solidarité.

Travail en commission également sur ce que représente la politique d'austérité et comment les travailleurs peuvent y riposter. Avec, en particulier, l'affirmation d'une exigence immédiate : le refus du blocage des salaires.

Travail en commission enfin sur ce que sont les stratégies des directions syndicales : « Dans la CFDT comme dans la CGT, les congrès confédéraux ont été l'occasion d'éclairer la stratégie des directions : comment soutenir l'action du gouvernement sans perdre la confiance des travailleurs ? »

Difficile question. Le choix de soutenir la politique d'austérité entraîne dans les syndicats le développement de fortes oppositions comme certains votes et déclarations de congrès l'ont montré...

Cette conférence ne pouvait évidemment permettre d'épuiser tous les débats qu'appelle la situation. Il s'agit d'un premier pas. Mais un premier pas qui a permis de dégager des lignes de forces. Le rapport introductif expliquait : « Face aux capitalistes, au patronat et à ses représentants directs, face à la compromission — sinon à la trahison — des partis PS et PC au pouvoir, face à la situation qui s'aggrave pour les travailleurs, la responsabilité des travailleurs conscients de cette situation et qui représentent les intérêts de classe des ouvriers est grande. »

« Si nous sommes tous conscients que l'intervention militante est nécessaire, les problèmes du "comment" intervenir le plus efficacement possible, quels sont les moyens de le faire, quels en sont les instruments et outils, ne sont pas définitivement tranchés pour beaucoup de participants et des signataires de l'appel. A nous d'en débattre : d'amorcer les solutions, de trouver des lignes unificatrices pour que les travailleurs puissent agir ensemble et gagner ! »

Un premier pas fait ensemble qui en appelle d'autres. C'est pourquoi les participants ont décidé de mettre sur pied un groupe de liaison et d'information afin de garder le contact et d'agir ensemble en fonction des exigences de la situation.

## CET ETE LES STAGES DE LA LCR

● En France : comment, face à la droite et au patronat, imposer le changement ?

● En Europe et dans l'ensemble des pays capitalistes :

comment les travailleurs peuvent-ils faire face à la crise, comment peuvent-ils imposer des solutions qui permettent d'en finir avec le chômage ?

● En Pologne : la mobilisation de la classe ouvrière pour un socialisme authentique est-elle brisée ? La révolution peut-elle trouver un nouvel élan ?

Ces questions sont dans toutes les têtes. Parce qu'elles renvoient aux enjeux de la situation actuelle.

Ils sont ouverts à toutes et

● Au Salvador et en Amérique centrale : une intervention militaire de l'impérialisme américain est-elle inévitable ? La révolution peut-elle triompher ?

tous : sympathisants de la LCR, lecteurs de Rouge, camarades qui partagent le combat de la LCR et veulent mieux connaître ses positions politiques...

★ ★ ★

● Des exposés, sur les thèmes suivants :

- la situation actuelle et ses enjeux
- la crise du capitalisme
- les syndicats face à la crise
- la lutte de libération des femmes
- la social-démocratie et le Parti socialiste
- le stalinisme
- le PCF
- la révolution en Amérique centrale et l'impérialisme
- la Pologne et la révolution politique dans les pays de l'Est
- l'Internationalisme et l'Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale
- la construction du parti révolutionnaire

● Des commissions permettant la discussion en petits groupes...

● Des discussions, des échanges d'expériences, des débats sur les thèmes proposés par les participants...

● Des heures de détente, de lecture et de loisirs...

### POUR S'INSCRIRE

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre complètement d'y joindre 150 F d'arrhes

- soit en liquide
  - soit en chèque, à l'ordre de la LCR
- et une enveloppe timbrée à votre adresse. Renvoyez le tout d'urgence à

LCR Formation, été 82,  
2, rue Richard-Lenoir  
93 108 Montreuil.

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Lieu d'emploi : \_\_\_\_\_

Syndicat : \_\_\_\_\_

Responsabilité syndicale : \_\_\_\_\_

Stagiaire à la LCR : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_

en contact avec la LCR : \_\_\_\_\_ Sexe : \_\_\_\_\_

sans contact avec la LCR : \_\_\_\_\_

Numéro du stage choisi : ☐

Je viens avec enfant(s), âgés de : \_\_\_\_\_

Stage n°1 : du 3 au 10 juillet  
Stage n°2 : du 10 au 17 juillet  
Stage n°3 : du 17 au 24 juillet  
Stage n°4 : du 24 au 31 juillet  
Stage n°5 : du 31 juil. au 7 août  
Stage n°6 : du 7 au 14 août  
Stage n°7 : du 14 au 21 août

Le prix est de 650 F tout compris (pension complète et matériel de formation).

Une crèche garderie est organisée en permanence pour les enfants.

### COMMUNIQUE

Une cinquantaine de militants syndicaux et politiques, membres du courant D du PSU, de la LCR, et non organisés politiquement, venus des quatre départements lorrains, des Ardennes et de la Haute-Marne, se sont réunis les 26 et 27 juin. Ils ont débattu de la situation politique et de ses enjeux, notamment des mesures d'austérité que vient de prendre le gouvernement. Notre région, déjà durement touchée précédemment par les restructurations du textile et de la sidérurgie décidées par le régime giscardien, est à nouveau atteinte par les licenciements massifs annoncés à Pompey. De plus, d'autres licenciements doivent suivre à Usinor-Longwy, à la SAFE-Hagondange et à Neuves-Maisons... Près de 4 000 emplois doivent d'autre part être supprimés dans le textile dans les deux années à venir, dont une bonne partie dans les Vosges. La déception et la colère grandissent chez les travailleurs qui ont porté au pouvoir il y a un an un gouvernement de gauche pour mettre fin aux plans patronaux de chômage forcé.

Les participants à la conférence sont totalement solidaires des actions de protestation engagées et à venir. Ils soulignent l'importance de la mobilisation unitaire de la classe ouvrière pour obliger la majorité élue par les travailleurs il y a un an à tenir ses promesses.



## L'enjeu des négociations START

**A** PRES plus d'un an de tensions internationales et de déclarations bellicistes de l'administration américaine, des conversations ont repris, le 29 juin à Genève, entre Moscou et Washington. C'est en mai dernier que Ronald Reagan — qui avait après son élection, refusé de ratifier les accords SALT 2 conclus en 1979 par son prédécesseur — a défini les bases de ce qu'il a appelé des négociations START (réduction des armes stratégiques). Faisant depuis plusieurs années des négociations avec l'impérialisme, son cheval de bataille, Leonid Brejnev s'est empressé de saisir l'occasion et de parler de « pas dans la bonne direction ».

Les propositions américaines n'ont pourtant rien d'équitables. Elles consistent à ramener à 5 000 le nombre des charges nucléaires sur missiles balistiques dans chaque camp et à 2 500, à l'intérieur de ce total, celui des ogives sur missiles intercontinentaux (basés au sol). Mais elles reviennent à réduire les systèmes d'armement dans les domaines où les Soviétiques disposent du meilleur rapport de forces et où ils ont concentré leur effort (les catégories visées constituent les deux tiers du potentiel des missiles nucléaires de l'URSS) sans toucher à ceux qui donnent un très net avantage aux Etats-Unis et qui sont aussi les plus efficaces. Reagan se garde bien ainsi de mettre dans la balance les têtes nucléaires transportées par des sous-marins et les bombardiers stratégiques pour lesquels la supériorité américaine est écrasante. Les missiles de croisière n'entrent pas non plus dans le champ de cette négociation et pourront continuer à être déployés sur le continent européen. De même, en posant le problème en termes de réduction du nombre des charges nucléaires, Washington esquivait l'avance technologique considérable des USA qui leur permet de fabriquer des têtes nucléaires beaucoup plus précises que les têtes soviétiques.

**C** E n'est pas par hasard que l'hôte de la Maison-Blanche a formulé à ce moment ses offres de pourparlers. La course aux armements dont il a pris l'initiative a dressé contre lui des foules imposantes dans les métropoles occidentales. De trois à quatre millions de personnes ont manifesté pour la paix le mois dernier, en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Ce qui ne peut manquer d'avoir, à terme, des conséquences importantes sur les gouvernements et risque de compromettre l'objectif principal de l'administration : restaurer la cohésion du camp impérialiste et mener une vigoureuse contre-offensive contre les développements de la révolution dans le monde. Aux USA mêmes, Reagan se heurte à l'opposition d'une fraction de la classe dominante, inquiète de sa politique ultra-nucléaire. Un manifeste signé par quatre anciens membres du gouvernement Kennedy exige par exemple qu'il s'engage à ne pas recourir le premier à l'emploi du feu nucléaire. Il était donc urgent de tenter de changer l'image de marque de la citadelle impérialiste, en acceptant de s'asseoir autour d'un tapis vert.

Mais les autorités américaines entendent également profiter des difficultés économiques et politiques du Kremlin et de ses satellites. C'est ce qu'indiquait sans ambiguïtés, l'« International Herald Tribune » du 29 juin : « Nombre d'experts débattent de l'importance et de l'impact des problèmes économiques de Moscou sur la politique soviétique. La Maison-Blanche semble être convaincue que les Russes ont de sérieux problèmes financiers. » En clair, en pleine crise de « succession », Brejnev a plus que jamais besoin de la détente et le moment est propice pour tenter de lui imposer des concessions majeures.

**I** L n'est rien à attendre, pour les peuples, des délibérations de Genève. Car au bout du compte, l'enjeu est moins le désarmement que la négociation d'une nouvelle donne entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique. Un officiel américain résumait récemment les intentions réelles du Pentagone : « Une des choses que veut l'administration Reagan, c'est que les Soviétiques comprennent que nous savons ce que nous faisons et que nous avons une politique étrangère cohérente. »

La course aux armements — nucléaires et conventionnels —, les menaces de guerre impérialistes ne diminueront pas pendant et à l'issue des discussions START. Car ces phénomènes ne sont nullement conjoncturels. Ils sont liés à l'approfondissement de la crise du capitalisme. Celle-ci pousse les différentes bourgeoisies à chercher dans la production massive d'engins de mort des marchés de substitution et à recourir à la force pour préserver leur domination dans le monde. Les Malouines et le Liban ne sont-ils pas des exemples suffisamment éloquents ?

Christian Picquet

## CLOTURE DE LA CAMPAGNE ELECTORALE AU MEXIQUE

# 50 000 au rassemblement de nos camarades du PRT !

**I** LS étaient 45 000, peut-être 50 000 ! » estimait, unanime, la presse mexicaine quant au nombre de participants au rassemblement organisé le samedi 26 juin par nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) afin de clore leur campagne électorale pour les élections générales de ce 4 juillet.

Une campagne de près de six mois, qui a été menée dans 29 Etats de la République, lors de laquelle ont été tenus plusieurs centaines de meetings — petits et grands — et collées près d'un million et demi d'affiches. Une campagne qui s'est articulée autour de 10 programmes de télévision diffusés nationalement.

Le lieu de ce rassemblement final, la place des Trois Cultures, « Tlatelolco », est à lui seul un symbole : en septembre 1968 y furent massacrés de sang-froid près d'un millier d'étudiants, lors de la grande vague de mobilisation qui s'était développée cette année-là...

« Quels que soient les résultats finaux, le PRT s'est affirmé comme une force politique avec laquelle, désormais, il faudra compter. » C'est la conclusion que tire l'éditorialiste de l'un des principaux quotidiens du pays...

### Un tournant

Cette campagne électorale s'est déroulée alors que la vie politique mexicaine est à un tournant. La croissance économique de ces dernières années, stimulée fondamentalement par le développement de l'industrie pétrolière et les revenus qu'elle procure, a bénéficié en premier lieu aux investisseurs et aux prêteurs impérialistes, à leurs groupes financiers et à leurs sociétés dites « multinationales ». Directement ou indirectement, les seuls intérêts nord-américains contrôlent environ 65 % de l'activité économique du pays !

En fait, cette « croissance » a conduit à une dépendance financière et technologique accrue par rapport aux Etats-Unis. Dorénavant, le pays doit importer massivement, et au prix fort, une bonne partie de la nourriture de base de la population. L'an dernier, le taux d'inflation — en augmentation régulière — avoisinait les 35 %. Cette année, alors que le Peso a dû être dévalué de près de 100 %, il sera largement supérieur. La dette extérieure, malgré les devises tirées de l'exportation du pétrole, a plus que doublé depuis 1976.

Malgré les discours démagogiques du président sortant, Lopez Portillo, sur la « redistribution plus égalitaire des richesses », au Mexique, comme dans les autres pays victimes du pillage impérialiste, les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Entre 1976 et 1979 la participation des travailleurs salariés au revenu national est passée de 45,8 % à 41,7 %. Dans le même temps, sous l'effet conjugué de l'inflation et d'une stricte limitation des hausses de salaire, le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé en moyenne de 22 %. Les deux dernières années, ces tendances se sont encore accentuées : en 1981, on estime que 60 % des familles se partageaient 21,9 % du revenu national...

Des secteurs importants de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre, ont commencé à opposer une résistance croissante à cette rapide dégradation de leurs conditions de vie. Depuis 1977, ils ont impulsé



Rosario Ibarra de Piedra

un nombre important de luttes. Elles les ont conduits à s'affronter aux patrons nationaux ou étrangers, aux bureaucrates syndicaux et au gouvernement.

La capacité de contrôle et de canalisation de tels mouvements par les appareils politiques officiels, clé de la longue stabilité du régime mexicain, s'est notablement réduite. Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis plusieurs décennies et les organisations qu'il contrôle, notamment la centrale syndicale (CTM), encadrent de moins en moins la population et les masses. Conscients de cette évolution, les dirigeants mexicains ont accentué leur traditionnelle politique de répression sélective (il y a dans le pays, selon Amnesty International, plusieurs centaines de « disparus »), tandis qu'ils organisaient une « ouverture politique » relative du système, baptisée « réforme politique ». C'est dans le cadre de celle-ci, et à la suite d'une longue bataille politique, qu'a été légalisé « conditionnellement » le PRT, section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il lui faut obtenir 1,5 % des voix dimanche prochain (soit un peu plus de 300 000 suffrages) pour que cette légalisation devienne définitive.

### L'enjeu

Le véritable enjeu de la campagne qui vient de s'achever était considérable. Il ne s'agissait plus seulement, comme auparavant, de faire ratifier par le plus grand nombre possible d'électeurs le candidat officiel choisi par les hiérarques du PRI. Pour la première fois depuis longtemps, des partis ouvriers, comme le PRT et le PSUM (Parti socialiste unifié du Mexique, le PC local) ont pu participer pleinement à la campagne. Il leur revenait de se faire l'écho, de défendre les intérêts, les revendications, des larges secteurs de la population qui se sont mobilisés et qui luttent.

La tactique électorale audacieuse adoptée par nos camarades mexicains leur a permis, à leur échelle, de jouer ce rôle. La campagne — animée localement par des candidats qui étaient le plus souvent des militants ouvriers, des organisateurs du mouvement paysan, des cadres syndicaux ou des dirigeants d'associations d'habitants des quartiers pauvres — et la candidature présidentielle de la camarade Rosario Ibarra

de Piedra, figure nationale connue du combat pour les libertés démocratiques, ont contribué à accélérer le combat pour la mobilisation et l'organisation autonome des travailleurs et des masses exploitées du Mexique.

C'est cet acquis que concrétisait l'énorme rassemblement final de la place Tlatelolco. Avec ses contingents de paysans pauvres s'étant déplacés depuis les Etats voisins de la capitale dans plusieurs centaines d'autobus et de camions, ses cortèges de syndicalistes venus avec leurs banderoles, comme les ouvriers du pétrole et des chemins de fer, ou ses groupes compacts, organisés par quartiers, d'habitants de la ceinture de misère où s'entasse plus de la moitié des habitants de la ville de Mexico...

C'est aux combats à venir que les deux principaux orateurs, Edgar Sanchez, du bureau politique du PRT, et Rosario Ibarra de Piedra ont consacré l'essentiel de leurs discours. Des combats durs, pour résister à l'offensive économique du gouvernement et du patronat qui veulent imposer une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des exploités ; des combats durs pour assurer les libertés démocratiques et syndicales, toujours remises en cause, toujours violées. Des combats durs pour garantir une mobilisation massive et permanente, solidaire des luttes héroïques des peuples voisins d'Amérique centrale... Dans cette perspective, ils lançaient un appel au PSUM qui venait, lui-aussi, de conclure sa campagne électorale par un rassemblement de près de 70 000 personnes sur la place du Zocalo, face au palais présidentiel. Appel à l'unité d'action systématique sur toutes ces questions cruciales.

« Si l'appel unitaire du PRT est entendu par les dirigeants du PSUM, il est possible que la gauche se transforme rapidement en la seconde force politique du pays. » C'est le thème qu'a choisi le grand quotidien *Uno más Uno* pour commenter dans son éditorial le rassemblement du PRT, un thème qui, à l'évidence, a défini la fin de la campagne. Voilà une réalité que les spécialistes du trucage et du bourrage d'urnes du parti officiel (PRI) ne pourront guère modifier, même si dimanche prochain ils se surpassent, comme on peut s'y attendre.

Jean-Pierre Beauvais.



# Crise au sommet de l'exécutif américain

• La démission du général Haig traduit les difficultés de l'administration face aux crises internationales

**E**N démissionnant le 25 juin de son poste de secrétaire d'Etat, Alexander Haig a fait éclater une crise qui couvait au sein de l'administration américaine. La lettre rendant publique sa décision invoque ses désaccords avec les plus récentes initiatives diplomatiques de la Maison-Blanche : « *Au cours des récents mois, il m'est apparu que cette politique étrangère, dans laquelle nous étions engagés ensemble, s'éloignait de la direction prudente que nous avions conçue.* »

On savait l'équipe dirigeante profondément divisée. Il n'est pas rare de voir les responsables faire, sur le même sujet, les déclarations les plus opposées. Haig s'opposait notamment au secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger. On a donc tenté d'expliquer l'acte spectaculaire du secrétaire d'Etat par de simples rivalités de clans et le choc d'ambitions contraires.

Mais l'explication est un peu courte. Car le départ du secrétaire d'Etat intervient à un tournant de la politique étrangère des Etats-Unis. Au Moyen-Orient, l'occupation israélienne du Liban se prolonge. L'absence de solution politique au conflit peut déboucher sur une offensive contre Beyrouth et compromettre les efforts consentis dans la dernière période pour aboutir à une stabilisation de la domination impérialiste dans la région (voir page 16).

En Europe, la politique d'argent cher et de Dollar fluctuant ainsi que l'offensive commerciale des USA se heurtent à l'hostilité croissante des gouvernements alliés qui en subissent les contre-coups. Les protestations virulentes des participants au sommet de la communauté européenne sont à cet égard révélatrices de la dégradation des rapports au sein de l'alliance impérialiste. Enfin, le soutien sans failles apporté à l'expédition britannique dans l'Atlantique-Sud conduit la plupart des régimes latino-américains à prendre leurs distances envers Washington.

En outre, à l'intérieur même du pays, le gouvernement fédéral a de moins en moins les moyens de ses orientations internationales. La croissance sans précédent des dépenses militaires, qui entraîne un déficit record des finances publiques est contestée non seulement par de larges secteurs de l'opinion populaire mais également par une fraction du congrès et du « big business ».

## Des options divergentes

Le départ de Haig et son remplacement par Georges Schultz traduisent les options divergentes qui s'affrontent au sein de l'exécutif sur la conduite à tenir face à la multiplication des crises internationales. Le secrétaire d'Etat démissionnaire n'était pas un « libéral » face à des « faucons ». Il ne remettait pas en cause la stratégie visant à restaurer le leadership américain sur



Alexander Haig, lors d'une réunion de l'OTAN.

le monde capitaliste en rendant à l'économie sa compétitivité, en intervenant contre les luttes populaires partout dans le monde, et en revenant à la confrontation entre l'Est et l'Ouest. Mais il plaiderait en faveur d'un assouplisse-

ment de cette politique afin de prendre en compte les contradictions de la situation.

La personnalité de son successeur laisse penser que Ronald Reagan a choisi une voie opposée. Il n'est de ce point de vue

pas fortuit que la crise ait éclaté alors que les Etats-Unis accentuent leur pression économique sur l'Europe capitaliste (voir ci-dessous). L'attitude brutale de Washington sur les questions monétaires et commerciales per-

met d'entrevoir ce que seront dans les prochains mois les rapports entre les principaux pays capitalistes.

De même, il faut s'attendre à un durcissement des rapports Est-Ouest. De nombreux propos montrent que les responsables du Pentagone tablent à présent sur les difficultés économiques de l'URSS. Ils entendent les exploiter pleinement en recourant à des mesures d'embargo sur les transferts de technologie et les crédits en direction du COMECON.

Il s'agit pour eux d'amener Moscou à faire des concessions plus importantes dans le cadre d'une négociation globale future.

Il faut également s'attendre à une relance de l'offensive du Pentagone au Moyen-Orient pour sortir de sa paralysie actuelle. A la différence de son prédécesseur, Georges Schultz a le mérite d'être très lié aux régimes arabes pro-impérialistes. Jusqu'à une date récente, il dirigeait la Bechtel Corporation, une firme multinationale dont les intérêts en Arabie Saoudite sont considérables.

Le durcissement prévisible de la diplomatie américaine ne sera cependant pas suffisant pour permettre à Reagan de surmonter ses difficultés. Et le remaniement du 25 juin illustre la persistance de la crise de direction du principal Etat impérialiste.

Christian Picquet.

## Guerre économique entre l'Europe et les Etats-Unis

**U**NE position américaine définie de façon unilatérale est imposée aux partenaires.

Cette déclaration du Premier ministre belge, Wilfried Martens, qui présidait le 28 juin le sommet des dix pays membres de la CEE, illustre le climat de guerre froide économique qui règne entre l'Europe et les Etats-Unis. L'unité de façade du sommet de Versailles aura fait long feu. Face à l'accentuation de la crise internationale, la principale puissance impérialiste n'hésite pas à user de sa position de force pour imposer à ses partenaires des dispositions conformes à ses seuls intérêts.

L'affrontement se concentre d'abord sur les problèmes monétaires. Rien ne semble devoir arrêter l'ascension du Dollar qui vogue tranquillement vers les 7 francs. Sur ce point, les autorités américaines ne font qu'utiliser à leur profit les dérèglements du système financier international, depuis la décision de Nixon, en 1971, de ne plus assurer un taux de change fixe entre l'or et le billet vert et l'abandon qui a suivi des taux de change fixes entre les monnaies.

### La loi du Dollar

Les taux de change flottants favorisent un gigantesque mouvement spéculatif de capitaux. Dans un contexte marqué par la baisse du taux de profit dans la production, les classes dominantes marquent une nette préférence pour des opérations profitables à court terme — notamment dans le domaine des placements financiers — plutôt que

pour les investissements industriels. Selon les variations des taux de change, on voit banquiers et patrons convertir leurs capitaux dans la devise qui leur paraît la plus solide. Grâce à des taux d'intérêts élevés, c'est-à-dire en rendant le crédit plus cher, les Etats-Unis attirent une masse de capitaux flottants. Bien entendu, ces capitaux doivent se transformer en dollars, ce qui provoque une forte demande et entraîne en retour, la hausse vertigineuse de la monnaie américaine.

Une telle orientation a, pour l'administration Reagan, trois objectifs. Il s'agit en premier lieu de financer l'énorme déficit budgétaire dû à la relance des dépenses d'armements. On parle déjà d'un trou de 120 à 130 milliards de dollars en 1983. Washington entend également faire payer plus cher à ses partenaires les importations de produits sur lesquels il a encore une situation de monopole (comme le soja).

Enfin, le Dollar étant le principal instrument de règlement des transactions commerciales (30 % des importations françaises sont par exemple payées avec cette devise), les Etats-Unis bénéficient de la baisse actuelle des prix du pétrole brut et des matières premières. Il n'en va pas de même pour les autres pays qui, du fait de la hausse du cours de la devise américaine, doivent payer des factures sans cesse plus élevées.

Pour tenter de retenir les capitaux qui s'enfuient outre-Atlantique, les Etats européens doivent à leur tour aligner leurs taux d'intérêts sur ceux des USA. Il en résulte un renchéris-

sement du crédit qui débouche finalement chez eux sur un ralentissement des investissements, une aggravation du déficit des balances des paiements extérieurs et une poussée de l'inflation.

### Offensive commerciale

De façon concomitante, Ronald Reagan intensifie son offensive commerciale et multiplie les mesures protectionnistes. Le département du Commerce vient, le 11 juin, d'imposer des droits compensateurs aux exportateurs européens d'acier. Il leur reproche d'avoir contrevenu à la législation anti-dumping (qui réprime la concurrence déloyale). Une telle disposition favorise à l'évidence les maîtres de forge américains en restreignant les marchés de leurs adversaires les plus directs. Elle aura comme première conséquence de supprimer plus de 500 000 tonnes de débouchés annuels aux groupes français, Usinor et Sacilor (voir pages 8, 9).

Parallèlement, la Maison-Blanche encourage les producteurs asiatiques — dont les coûts de production sont extrêmement bas — à inonder les marchés européens. Elle exerce actuellement une vive pression sur Hong-Kong pour l'inciter à ne conclure avec la CEE aucun accord d'autolimitation des exportations de produits de confection.

Là ne s'arrête pas l'attaque. Au nom de la fermeté envers l'URSS, Reagan vient d'étendre aux firmes européennes travaillant sous licence américaine l'embargo sur les équipe-

ments du gazoduc qui doit prochainement relier le vieux continent à la Sibérie. Jusque-là, le boycott ne concernait que les seules entreprises américaines. Quatre sociétés, dont en France Alsthom-Atlantique, sont concernées. Cette décision gênera moins le Kremlin qu'elle ne représentera un manque à gagner pour les Européens, puisque les contrats s'élevaient au total à 4,5 milliards de francs et représentaient 20 millions d'heures de travail.

C'est donc une stratégie globale que déploient les USA. Elle vise à faire payer aux bourgeoisies moins fortes la facture de la politique anticrise mise en œuvre outre-Atlantique et à limiter leurs marges de manœuvre face au capital américain.

« Il ne s'agit pas de se lancer dans une guerre commerciale avec les Etats-Unis (...) Il s'agit seulement d'exprimer le vif mécontentement de l'Europe », vient de déclarer François Mitterrand. Toute l'impissance du gouvernement français — et au-delà de ses homologues européens — est contenue dans cette phrase. On ne peut en effet s'opposer aux diktats de Reagan en respectant scrupuleusement les règles du marché capitaliste international. Car celui-ci est régi par une seule loi : celle du plus fort. Le chef de l'Etat a tenté au sommet de Versailles de convaincre Washington de la nécessité d'un compromis. Son échec est aujourd'hui patent. Il hausse à présent le ton. Mais cela sera aussi inutile si ne sont pas prises des mesures anticapitalistes pour ne pas subir les effets de la crise mondiale.

C. P.



## ► PORTUGAL Amnistie pour les prisonniers politiques !

**L**ES derniers détenus politiques du Portugal observent actuellement une grève de la faim à la prison de Caxias près de Lisbonne. Il s'agit de membres du Parti révolutionnaire du prolétariat (PRP), une force d'extrême gauche qui s'était rendue célèbre en organisant des actions armées contre le régime fasciste avant le 25 avril 1974. Parmi eux, les principaux dirigeants de l'organisation, Isabelle do Carmo et Carlos Antunes.

Les militants du PRP avaient été arrêtés en juin 1978 et accusés d'actions illégales et d'attaques de banques. En 1980, Isabelle do Carmo et Carlos Antunes se virent infliger onze et quinze ans de détention. Mais les autorités portugaises ne purent à aucun moment prouver leurs accusations. Les deux responsables furent condamnés sur la seule base d'une législation héritée de la dictature. Le jugement était si peu fondé qu'il fut cassé il y a dix mois par la Cour suprême pour « vices de forme ».

Les détenus demandent essentiellement la promulgation d'une loi d'amnistie, conformément à la promesse qui leur avait été faite, en 1981, lors d'une précédente grève de la faim de Carlos Antunes. Mais aujourd'hui, le gouvernement refuse obstinément de tenir cet engagement. On a même vu, en mai dernier, le Premier ministre, Pinto Balsemao, menacer de démissionner si une telle loi était votée par le Parlement. S'il en est ainsi, c'est en raison de l'enjeu de cette bataille qui dépasse largement le cas des militants emprisonnés. Le gouvernement réactionnaire veut, en refusant de céder, faire la preuve de sa fermeté et de sa détermination à liquider les dernières conquêtes de la « révolution des œillets ». Il n'a d'ailleurs



Isabelle do Carmo et Carlos Antunes lors d'un meeting du PRP à Lisbonne en 1975.

pas hésité — comme pour montrer les fondements de son attitude présente — à faire libérer récemment le dernier chef de la police politique salazariste (la sinistre PIDE) pour « raisons humanitaires ».

Dans ces conditions, le combat pour l'amnistie des militants du PRP prend valeur de test. Une importante campagne de soutien se développe dans tout le pays, avec le plein appui de nos camarades du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section de la IV<sup>e</sup> Internationale). Elle a déjà obligé 33 députés (dont trois du principal parti de la coalition gouvernementale) à prendre position en faveur de la mise en liberté des grévistes.

Deux des détenus sont dans un état grave. Amílcar Romano, qui a cessé de s'alimenter depuis plus d'un mois, ne pourra plus jamais récupérer l'ensemble de ses facultés. Et Carlos Antunes est atteint d'une grave maladie aux reins. Leur mort constituerait un important scandale politique et aurait d'importantes conséquences sur la stabilité d'un gouvernement dont les divisions viennent d'éclater au grand jour.

Il importe que dans tous les pays d'Europe et notamment en France, les organisations démocratiques et ouvrières exigent des autorités de Lisbonne la satisfaction des revendications des emprisonnés du PRP.

Christian Picquet

## ► ITALIE : des grèves pour défendre l'échelle mobile

**P**OUR la seconde fois en moins d'un mois, une grève générale a paralysé l'Italie le 25 juin. A Rome, un demi-million de personnes ont manifesté à l'appel de la fédération unitaire des syndicats (CGIL, CISL et UIL). L'ampleur de ce mouvement rappelle les gigantesques mobilisations de « l'automne chaud » de 1969.

C'est la décision de la Confindustria (l'équivalent local du CNPF) de dénoncer unilatéralement l'accord de 1975 sur l'échelle mobile qui a tout déclenché. Une telle mesure atteindra en effet gravement le pouvoir d'achat des travailleurs dans un pays où le taux d'inflation était de 18,3 % en 1981 et atteint déjà 15,2 % au premier semestre de cette année. Mais l'action du 25 juin fut également une réponse au plan d'austérité budgétaire présenté la veille par le chef du gouvernement, Giovanni Spadolini, et qui comprend des mesures telles que l'augmentation des tarifs publics et de la TVA, la réduction des dépenses sociales, etc.

A l'évidence, la bourgeoisie veut franchir un nouveau pas dans l'attaque qu'elle mène depuis plusieurs années contre les conditions de vie

de la classe ouvrière et ses principaux acquis. En dénonçant l'accord d'indexation des salaires sur les prix, elle cherche à peser sur le contenu de conventions collectives qui sont venues à échéance en décembre dernier et dont le renouvellement est bloqué depuis. Elle veut par là même en finir avec une tradition solidement ancrée dans le mouvement ouvrier. Jusqu'ici, les travailleurs avaient toujours réussi, par de puissantes actions, à imposer des accords allant bien plus loin que ne l'auraient voulu la classe dominante et les dirigeants syndicaux. C'est une situation analogue qui menaçait de se reproduire cette année. 250 000 métallurgistes avaient ainsi manifesté le 26 mars et leur démonstration préfigurait la réaction des travailleurs italiens aux propositions patronales de diminution des coûts de la main-d'œuvre.

Cette nouvelle étape dans l'offensive réactionnaire est grandement aidée par l'attitude des directions syndicales. En avril 1981, ils avaient, avant d'être désavoués par la base, donné leur accord à la révision des mécanismes de l'échelle mobile. Deux mois plus tard, la fédération

unitaire avait négocié avec le gouvernement un « pacte social » qui prévoyait d'imposer une limite de 16 % — taux d'inflation prévu par les experts officiels — aux augmentations de salaires.

De telles capitulations ont déjà coûté cher à la classe ouvrière. Elles permirent l'échec, il y a un an et demi, de la grève de la FIAT et la mise en chômage partiel de 23 000 salariés. Mais aujourd'hui, ces reculs apparaissent insuffisants au patronat qui veut en finir définitivement avec des conquêtes sociales essentielles.

Par leur riposte, les travailleurs italiens font, comme par le passé, preuve d'un haut niveau de combativité. Les trois centrales ouvrières ont tenté de limiter dès le départ les objectifs de la mobilisation et de jouer sur leurs divisions (le PSI — auquel est lié l'UIL — participe au gouvernement). L'appel à la grève générale du 25 juin se contentait de stigmatiser l'« arrogance » de la Confindustria sans s'en prendre au gouvernement. Les manifestants de Rome ont clairement répondu : « On veut un chômeur de plus : Spadolini » scandaient-ils...

### CHILI

Le secrétaire général du MIR à Paris.

Le camarade Andres Pascal Allende, secrétaire général du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) du Chili, est actuellement de passage à Paris dans le cadre d'une tournée internationale pour informer des développements de la résistance à la dictature de Pinochet et relancer la solidarité internationale.

Andres Pascal a animé une importante réunion-débat sur le Chili le jeudi 24 juin. Plusieurs centaines de participants ont écouté les analyses de la situation internationale, latino-américaine et chilienne du principal dirigeant de la résistance qui, depuis plus de six ans, vit là-bas dans la clandestinité. Une large discussion a suivi.

Durant son bref séjour en France, Andres Pascal Allende a été reçu par François Mitterrand et s'est entretenu avec les directions des organisations de la gauche française. Il a rencontré une délégation du bureau politique de la LCR et donné une longue interview à *Rouge* que nous publierons dans un prochain numéro.

### QUATRIEME INTERNATIONALE Réunion du comité exécutif

Le deuxième plénum du comité exécutif international (CEI) de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis le XI<sup>e</sup> Congrès mondial s'est réuni à la fin mai. Elu par le congrès mondial, le CEI est l'organe de direction de l'Internationale entre deux congrès mondiaux. Ses membres élus appartiennent aujourd'hui à 25 nationalités différentes.

Lors de cette session, le CEI a adopté des résolutions d'orientation générale sur les enseignements de la révolution politique en Pologne, sur le militarisme et le cours belliqueux de l'impérialisme, sur la construction des organisations révolutionnaires de jeunesse. Il a également adopté des déclarations sur les événements en cours comme la guerre des Malouines ou la guerre entre l'Iran et l'Irak, et des motions de solidarité à propos de cas de répression en Iran, en Uruguay, au Portugal. Le CEI a approuvé la ligne générale de deux rapports présentés, l'un sur le développement de la révolution en Amérique centrale, l'autre sur l'expérience révolutionnaire de l'île de Grenade, dans la Caraïbe.

Enfin, le CEI a eu deux discussions orales sur les problèmes de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et sur les progrès et les problèmes de l'effort organisationnel d'implantation dans les grands secteurs industriels, décidé par le dernier Congrès mondial.

Il a, par ailleurs, été décidé d'ouvrir le débat préparatoire au XII<sup>e</sup> Congrès mondial.

L'essentiel des résolutions de conjoncture et de solidarité (Malouines, Iran, Amérique centrale) a été publié dans *Inprecor* numéro 128. Les documents adoptés sur la Pologne, la militarisation et la construction des organisations de jeunesse le seront dans les deux prochains numéros (129 et 130).

### ALGERIE Communiqué

Un certain nombre d'organisations et de militants algériens dans l'immigration ont constitué le « Collectif algérien d'unité d'action » qui s'est fixé pour tâches la lutte contre la répression et pour les libertés démocratiques dans ce pays.

A l'initiative du collectif se tiendra le 3 juillet, un meeting-gala à la Bourse du travail (République) de 14 h à 18 h. Le collectif appelle d'autre part à un rassemblement le 5 juillet à 18 h 30 en face de l'ambassade d'Algérie (rue Hamelin).



### GRANDE-BRETAGNE Les luttes ouvrières se multiplient

Margaret Thatcher va-t-elle perdre en quelques semaines tous les bénéfices qu'elle croyait avoir tirés de la guerre des Malouines ? Sa politique d'austérité actuelle provoque une telle levée de boucliers qu'on ne peut plus exclure une importante épreuve de force sociale dans les prochains jours. C'est en particulier dans les services publics que la situation est la plus tendue.

Le 23 juin, les infirmières et auxiliaires de santé ont, pour la quatrième fois consécutive, cessé le travail pour protester contre les propositions salariales dérisoires du ministre de la Santé. Le mécontentement est tel dans la profession, que même le Collège royal des infirmières, syndicat réactionnaire qui n'avait jusqu'à jamais fait grève, s'est joint au mouvement. Celui-ci bénéficie d'un vaste élan de sympathie et on a vu de nombreux secteurs comme les mineurs, les ouvriers des chantiers navals et des fonctionnaires multiplier les actions de solidarité.

Depuis bientôt deux semaines, les travailleurs du métro londonien sont, eux aussi, en grève. Ils se battent contre l'introduction de nouveaux horaires de travail, la fermeture de lignes et les compressions d'effectifs. La politique patronale apparaît aux travailleurs d'autant plus scandaleuse que les tarifs des transports en commun de la capitale ont pratiquement doublé au premier trimestre.

Mais c'est le mouvement des 230 000 cheminots qui constitue le test le plus important. Pour la première fois depuis 56 ans, une grève totale a paralysé les 28 et 29 juin, l'ensemble du réseau ferré. A l'origine du conflit, les propositions de la British Rail d'accorder une augmentation de salaire de 5 % à partir du mois de septembre et non du mois d'avril comme il était de coutume. Pour l'année pleine, l'augmentation se situerait à 3,1 %. Ce qui signifie une nette amputation du pouvoir d'achat à l'heure où l'inflation atteint environ 10 %. La direction lie en outre son offre à des modifications des conditions de travail destinées à améliorer la productivité et exige l'inclusion de clauses « antigreve » dans l'accord.

L'exaspération des cheminots avait, dans un premier temps, conduit l'exécutif du National Union of Railwaymen (NUR, 180 000 membres) à appeler à la grève. Jusque-là, la direction du syndicat et son secrétaire général, Sid Weighell, avaient accepté tous les sautes coups de la direction : perte de 50 000 emplois au cours des dix dernières années, installation d'un système souple d'horaires, rémunérations très en dessous de la moyenne nationale.

Mais les pressions conjuguées de la British Rail (qui s'est adressée par lettre à tous les salariés) et de la bureaucratie syndicale ont abouti à un revirement spectaculaire. Contre l'avis de l'exécutif (dominé par une aile gauche), la conférence annuelle du NUR a décidé de suspendre la grève et de soumettre le litige aux tribunaux.

Ce qui aurait pu constituer le plus important conflit social depuis l'accession des conservateurs au pouvoir est ajourné. Pour combien de temps ? Déjà, la British Rail laisse entendre que la décision des tribunaux ne saurait modifier sa position.

C. P.



# L'ETE EN MUSIQUE

## FESTIVALS, TELE, RADIO, DISQUES, REVUES...

**P**LUSIEURS milliers de « manifestations culturelles » se tiendront dans 23 régions de France et quelque 275 localités au cours de cet été. Et dans tous les genres possibles. Si la musique « classique » — instrumentale et lyrique — continue à gagner du terrain chaque année, elle est loin d'être seule : la chanson, le jazz, la danse (*Rouge* de la semaine dernière), le folklore et les musiques traditionnelles, le théâtre et la poésie, le mime et les marionnettes, les arts plastiques, mais aussi le cinéma, l'audiovisuel et la photographie, nombre de spectacles « sons et lumières », sans oublier le livre, font désormais l'objet de « festivals » divers en taille et en moyens, dont certains se préoccupent d'être moins « plaqués » et d'associer à leurs activités les habitants de la région... Mais encore bien du travail pour avoir une vie culturelle enrichissante pour tous et qui dépasse la dimension « opération coup de poing » ou occupation-loisir...

Jean-François Godchau

P.S. : Une brochure très pratique pour avoir les coordonnées de tous ces festivals : « Festivals 1982 : A la découverte de la France », publiée par le ministère du Temps libre, direction du Tourisme, 17, rue de l'ingénieur Keller, 75747 Paris cédex 15, tél : (1) 575 62 16.

### FESTIVALS DE JAZZ :

- 1) **Cluny (Bourgogne)** : sixième ateliers-rencontres de jazz contemporain : du 21 au 28 août ; FALC, rue des Griottes, 71250 Cluny, tél : (85) 59 22 80.
- 2) **Festival jazz et Breizh 82 (Bretagne)** : 19/22 août, château de la Roche-Jagu, 22260 Ploezal ; tél : (96) 95 62 35.
- 3) **Antibes (Côte-d'Azur)** : du 17 au 25 juillet, Palais des congrès, 06160 Juan-les-Pins ; tél : (93) 61 26 55. Festival international.
- 4) **Nice (Côte d'Azur)** : 10 au 20 juillet, grande parade du jazz, Hôtel Mercure, 2 rue Halevy, 06000 Nice.
- 5) **Nîmes (Languedoc-Roussillon)** : Festival international du 10 au 17 juillet ; jazz club, 30000 Nîmes ; tél : (66)21 34 02.
- 6) **Marciac (Midi-Pyrénées)** : 5<sup>e</sup> Festival, 4, place du chevalier d'Antres, 32230 Marciac, tél : (65) 37 81 56.
- 7) **Souillac (Midi-Pyrénées)** : 7<sup>e</sup> Festival, syndicat d'initiative, 46200 Souillac, tél : (65) 37 81 56.
- 8) **Salon-de-Provence** : du 18 au 24 juillet, 14<sup>e</sup> Festival international, Office du Tourisme, 13300 Salon ; tél : (90) 56 03 55.
- 9) **Vienne (Rhône-Alpes)** : du 6 au 16 juillet, 2<sup>e</sup> Festival international, Théâtre municipal, 38200 Vienne, tél : (74) 85 00 05.

### « CLASSIQUE » :

Côté « classique », impossible de donner une idée, même approximative, des festivals les plus importants ; alors soyons délibéré-



ment arbitraires en sélectionnant dans la seule Provence, où, il est vrai, la concentration est assez forte et où les temps forts ne manquent pas.

- 1) **Orange** : (*Rouge* 1005), les « Chorégies » sont entièrement consacrées à Verdi, avec « la Force du destin » le 13/7, le Requiem, le 31/7 et « Nabucco », le 7 août (M. Caballe et R. Raimondi) ; B. P. AZ, 84100 Orange ; tél : (90) 34 24 24 ou 34 15 52.
- 2) **Aix** : (*Rouge* 1009), comme prévu, Mozart (« la Flûte enchantée ») et Rossini (« le Turc en Italie »), mais aussi Rameau, en avance sur le tricentenaire de sa naissance (1683) avec un opéra « inédit » : « les Boréades ». Nombreux concerts (avec de jeunes chanteurs) et un festival du film d'opéra... Palais de l'ancien Archevêché, 13100 Aix ; tél : (42) 23 37 81 ou 23 11 20.
- 3) **Carpentras** : du 5/7 au 12/8 : ballet, musique « classi-

que », folklore, jazz, spirituals, théâtre... Programme varié, donc, et d'une qualité confirmée chaque année. Place d'Ingimbert, 84200 Carpentras ; tél : (90) 63 05 72.

- 4) **Vaison-la-Romaine** (11/7 au 14/8) : pour le 30<sup>e</sup> Festival, Lionel Hampton voisinerait avec Mozart et Purcell (Didon et Enée), des jeunes solistes français avec « Cinq femmes (qui) chantent leur pays » (Pologne, Cornouailles, Grèce, Israël et Sardaigne) ; Hôtel de ville, 84110 Vaison ; tél : (90) 36 20 44.
- 5) **Tarascon** : du 4 au 18/7 ; expositions et « évocations » de Verdi ; « animation » sur Chopin et George Sand ; récital de Galina Vishnevskaya ; un nouveau festival dans le château du roy René, et qui, à l'ombre des « grands » festivals voisins, choisit judicieusement une formule originale ; ACAT, BP 107, 13153 Tarascon cédex, tél : (90) 91 07 74.

- 6) **La Roque d'Anthéron** : du 2 au 19/8 ; un parc, une estrade sur un étang (moustiques garantis et crapaud possible), 800 chaises et... 20 pianistes parmi les plus connus dans le monde entier : voilà comment en quelques semaines on crée un événement en 1981, répété en 1982 ; les 32 sonates de Beethoven et les concertos de Bach pour 3 et 4 claviers. A 30 km d'Aix. Mairie de La Roque ; tél : (42) 50 42 32.

J.-F. G.

Et quand même, pour les Parisiens forcés en juillet-août :

1. Jusqu'au 13/7 : 19<sup>e</sup> Festival du Marais : opéra, danse, théâtre, concerts, expositions, cinéma : 68 rue François-Miron, Paris IV<sup>e</sup> ; tél : 887 74 31 ou 81 33.
2. Du 15/7 au 20/8, le Festival estival de Paris : piano, quatuors à cordes, musique de l'Inde, orgue, musique religieuse, Lutoslawski, animation en RER ou en bateau mouche... 5, place des Ternes, Paris 17<sup>e</sup>, tél : 227 12 68 ou 766 23 47...

## Musique et politique

**L**E MAM (Mouvement d'action musicale) vient de publier le n° 13 de sa revue : *Action musicale*, sous-titré « Les voix du changement ». Son dossier principal : « Quels espoirs de changement en musique ? » comprend notamment un début de bilan d'un an de politique culturelle et musicale, une appréciation sur les assises nationales de la musique de décembre 1981 et une interview de deux dirigeants du SNAM/CGT dont le titre dit bien ce qu'il veut dire : « Le changement sans consultation, nous n'y croyons pas. » Un texte d'orientation du MAM, un article sur l'enfant et la musique et un autre « l'enseignement pour

adultes, un droit à revendiquer » complètent ce numéro. Le numéro 20 F, abonnements 70 F pour quatre numéros, 25, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon.

### Quand « Libé » en rajoute !

Le 21 juin, c'était « la fête de la musique » (« Faites de la musique ! »), initiative du ministère de la Culture et de sa direction de la musique. Le MAM publie un communiqué précisant qu'il n'est pas contre, par principe, une telle initiative, mais que telle quelle, elle lui semble peu préparée, plaquée, ar-

tificielle, faisant appel au bénévolat mais nullement à la réflexion des musiciens professionnels et amateurs. *Libé*, le même jour, s'en prend violemment au MAM (dont il parle pour la première fois !), le taxant de « nostalgique de la tour d'ivoire, des chapelles et des salons », et même de... « racisme » sans craindre, dans ce bel élan, de friser le ridicule en montrant du doigt les « morts de peur en apprenant que le budget alloué à la direction générale (sic) de la musique augmenterait de 67 % en 1972 ». L'article en question s'intitulait bravement « la grande fête de la musique française » ! Et le sous-titre prometteur : « Cinq mil-

lions de musiciens, J. Martin et son cor de chasse, le rock français minable, le jazz idem, l'opéra dans la rigole, les casseroles au pouvoir, y'a d'la joie partout ! Sous l'égide du socialisme "branché", une grande journée triomphante de la musique française. »

On n'en peut plus ! Comme quoi on peut écrire dans *Libé* et faire partie du « tout Paris » mondain et cliquard... Mais on savait que *Libé* pouvait être démagogique-plébéien, on ne savait pas que c'était un journal gouvernemental inconditionnel... Lisez, vraiment, *Action musicale*...

J.-F. G.

● **Dimanche** 20 h 35 (FR3) « Il était une fois le pouvoir » n°3 : « Panique à Kor Samba » (Soudan). L'armée met violemment fin à la vie primitive d'un peuple de chasseurs d'éléphants.

21 h 35 (FR3) deux courts-métrage de Marc Allégret avec Fernandel.

22 h 30 (FR3) *Prisonniers du passé*, un très beau mélo datant de 1942, réalisé par Meiwyn LeRoy



avec Ronald Colman et Greer Garson.

● **Lundi** 20 h 35 (FR3) *Les Barbouzes*, espionnage loufoque vu par Lautner et interprétée par Ventura, Blier et Francis Blanche... à l'époque où Lautner ne se prenait pas

au sérieux, il savait torcher ses comédies...

20 h 35 (TF1) *la Bataille du rail* de René Clément, avec des chemins de fer et des résistants de la SNCF... Le plus célèbre film consacré à la Résistance, interprété par ceux qui

en furent les véritables acteurs : un chef-d'œuvre !

● **Mardi** 20 h 35 (FR3) « La dernière séance » par Eddy Mitchell, avec au menu : *Le train sifflera trois fois* de Fred Zinneman avec Gary Cooper et Grace Kelly, et *la Perle noire*, de Richard Thorpe avec Robert Taylor et Stewart Granger... Action et aventures... Ne pas oublier de brancher sa télé dès 20 h 30, car le Tom et Jerry annoncé ce soir, *Cat concerto* est un pur

chef-d'œuvre ! (et il y aura un Tex Avery à « l'entracte »)...

● **Judi** 20 h 35 (FR3) *l'Héritage* de Mauro Bolognini, avec Anthony Quinn et Dominique Sanda... Bof !...

● **Vendredi** 20 h 35 (A2) *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, de Francesco Rosi, adapté pour la télévision, et servi en quatre épisodes d'une heure. Malgré le doublage, une série de rendez-vous à ne pas rater... M. Laszlo



# LA GUERRE DU LIBAN

## Nouvelle phase, même objectif

**L**A guerre menée par l'Etat sioniste au Liban pour liquider militairement et politiquement la résistance palestinienne est entrée dans une nouvelle phase.

Le vendredi 25 juin, la « bataille de Beyrouth » semblait imminente. Après avoir écrasé les principales poches de résistance au sud du pays, arrêté et déporté des « suspects » par milliers, obligé à fuir des centaines de milliers, l'armée génocide d'Israël se préparait à donner l'assaut à la capitale libanaise. Assaut difficile et meurtrier d'une ville que résistants palestiniens et libanais ont transformée en véritable camp retranché.

### Un massacre

Pour « préparer le terrain », c'est-à-dire terroriser la population et démoraliser les combattants, Begin et Sharon font alors bombarder la ville. Aviation, forces navales au large, artillerie lourde depuis les hauteurs des environs sont utilisées. « Ce fut un massacre », nous ont dit par téléphone nos camarades du Groupe communiste révolutionnaire qui combattent aux côtés des forces palestiniennes. « En quelques heures, il y a eu plus de deux mille victimes. L'utilisation systématique de bombes à fragmentation a été particulièrement meurtrière. »

Les conséquences de cet acte de froide barbarie n'ont pas été celles que recherchaient Begin et Sharon. Il y a bien eu de véritables moments de panique dans la population, mais celle-ci n'a pas fui massivement. Pour aller où, d'ailleurs ? Et surtout la détermination des combattants n'a pas fléchi. Au plan militaire, donc, le « terrain » n'était pas plus « préparé ». Mais l'ampleur du massacre a laissé entrevoir concrètement jusqu'où Begin et Sharon étaient prêts à aller. Il a également laissé entrevoir ce que serait le coût réel, militaire, humain et politique de la « solution finale » qu'ils veulent imposer et qui est leur objectif central depuis le début de la guerre.

### Réactions en chaîne

Le bombardement à peine terminé, la crise éclate au sein du « Conseil de salut national » libanais. Tous les ministres musulmans et le Premier ministre démissionnent. Des divisions se font jour au sein de la droite chrétienne, entre phalangistes jusqu' alors ouvertement, et en bloc, alliés d'Israël. A première vue, la crise d'une structure aussi impuissante que le « Conseil de salut national » libanais peut apparaître secondaire. Mais, pour l'impérialisme américain et ses intérêts globaux dans la région, et donc pour les bourgeoisies



Chars israéliens et victime d'un bombardement au phosphore sur Beyrouth.



réactionnaires arabes, les conséquences, à terme, peuvent être graves. Ce « Conseil » maintenant en crise ne devait-il pas être l'un des instruments de la reconstitution d'un Etat libanais vassal des Etats-Unis dans un pays « nettoyé » des forces palestiniennes et évacué par les Syriens jusqu' alors alliés de l'Union soviétique ? En outre, la démission de tous les ministres musulmans peut ouvrir la voie à une division, à partir de critères confessionnels, des forces pro-impérialistes libanaises ce qui pourrait, à l'échelle régionale, avoir des conséquences incalculables.

C'est à partir de cette nouvelle situation et de ses dangers potentiels que l'Arabie Saoudite réagit. Jusqu' alors indifférente ou presque, comme les autres gouvernements arabes, au sort des combattants palestiniens, la monarchie de Ryad élève le ton. La radio officielle va même jusqu'à parler de « mesures de rétorsion » au cas où les Israéliens attaqueraient Beyrouth. Et, parallèlement, elle pèse de tout le poids dont elle dispose auprès d'une grande partie de la direction de l'OLP pour forcer l'ouverture d'un processus de négociations.

La démission, au même moment, du secrétaire d'Etat américain Alexander Haig, bien que pas seule-

ment due à la guerre du Liban, va accélérer un infléchissement de la politique des Etats-Unis. Depuis le début du conflit, ces derniers « laissent faire » les Israéliens à qui ils avaient donné le feu vert pour mener à bien l'écrasement des résistants palestiniens. Ils acceptaient et couvraient tous les excès, toutes les « bavures ». Confrontés aux conséquences politiques immédiates et potentielles du bombardement de Beyrouth, ils ont décidé d'intervenir plus directement : la défense de leurs intérêts globaux dans la région ne coïncidait plus totalement, et à chaque instant, avec la logique infernale de la machine de guerre de l'allié israélien.

Coincidence ? Le nouveau secrétaire d'Etat, Schultz, dirigeait jusqu'à sa nomination une multinationale, la Bechtel, ayant des intérêts considérables en Arabie Saoudite, et dont le fondé de pouvoir dans ce pays n'est autre que le fils du nouveau roi, Fahd. Ce n'est évidemment pas ce genre de « détail » qui détermine la politique américaine mais, dans le contexte actuel, il ne peut que faciliter des initiatives combinées Etats-Unis-Arabie Saoudite, notamment par rapport à la direction de l'OLP.

### L'OLP dans l'impasse

L'impasse dans laquelle se trouve la direction de Yasser Arafat est désormais à peu près totale. La nouvelle situation ouverte après le « vendredi noir » qu'a été le bombardement de Beyrouth, en rendant moins probable un assaut de la ville, écarte, du moins pour l'immédiat, la perspective d'un écrasement militaire total. Mais les conditions de la prise du Sud-Liban constituent déjà, sur ce plan, une défaite majeure. Le silence et l'attentisme des régimes bourgeois arabes depuis le début de la guerre sont une autre défaite pour Yasser Arafat et ses partisans. Ce spectaculaire isolement dans un moment décisif est aussi la sanction d'une orientation politique : ils se sont toujours voulus uniquement et strictement des nationalistes palestiniens ; refusant de s'en prendre aux régimes en place dans la région,

même lorsque leur politique allait directement et ouvertement à l'encontre des intérêts du peuple palestinien ; mettant leurs espoirs dans la négociation avec — ou par l'intermédiaire — des Etats arabes plutôt que de rechercher l'appui des peuples arabes, contre leur Etat.

La semaine dernière, les dirigeants de l'OLP ont pu croire pendant quelques heures que l'initiative française aux Nations unies pouvait dégager les termes d'une issue leur permettant de « sauver la face ». Mais le caractère limité et timoré de la démarche française autant que les rapports de forces internationaux ont vite réduit ces espoirs à néant.

Confrontés aux conséquences dramatiques du « blitzkrieg » israélien, abandonnés par ces Etats arabes en qui, hier encore, ils voyaient des alliés, lâchés par l'Union soviétique dont le « soutien » n'est pas allé au-delà de vagues déclarations de principe faites du bout des lèvres, Yasser Arafat, pour tenter de sauver ce qui peut l'être de son organisation, est contraint à la négociation. Dans les pires conditions. Et malgré les pressions de sa base combattante qui, après les sacrifices de ces dernières semaines, n'est pas disposée à rendre les armes. « Qu'avons-nous d'autre à perdre que la vie ? », expliquait l'autre jour, pathétique, au milieu des décombres, un résistant palestinien au correspondant d'une télévision européenne...

Ce qu'Américains, Saoudiens, Egyptiens et bien d'autres veulent obtenir de la direction de l'OLP, c'est le désarmement des résistants, le démantèlement de son appareil militaire et le départ du Liban de l'essentiel de son appareil politique. En d'autres termes, la capitulation et la garantie d'une impuissance totale. A peu près ce que Begin et Sharon pensaient, jusqu'à vendredi dernier, obtenir par la puissance de leurs armes. La méthode a changé. D'autres acteurs se sont rapprochés du devant de la scène. S'appuyant, eux aussi, sur la présence de l'armée israélienne aux portes de Beyrouth mais préférant qu'elle n'intervienne pas, leur objectif est le même. En terminer pour longtemps avec ces résistants palestiniens en qui ils voient le principal obstacle à une

stabilisation impérialiste de la région.

Dans un tel moment, les divergences ne comptent pas. Il faut être plus que jamais solidaires du peuple palestinien martyr, solidaires du combat pour sa survie et la défense de ses droits, de l'organisation qui le représente, l'OLP.

Le 30 juin 1982  
Jean-Pierre Beauvais

### Vient de paraître

**REVOLUTION  
SOCIALISTE  
ARABE**

**BEGIN ASSASSIN !  
ISRAEL HORS DU LIBAN !**

**PALESTINE VIVRA !  
PALESTINE VAINCRA !**

**ثورة اشتراكية  
عربية**

## L'OLP

L'Organisation de libération de la Palestine a été fondée en 1964 pour « organiser le peuple palestinien afin de lui permettre de jouer son rôle dans la libération de sa patrie ».

Sa charte prévoit la création d'un Etat palestinien « démocratique et laïque ».

Le pouvoir est réparti en son sein entre plusieurs organismes : le Conseil national palestinien (CNP), sorte de parlement et le Comité exécutif, qui est la structure centrale de direction, sont les deux plus importants.

Le Conseil national palestinien rassemble les représentants des différents courants et organisa-

tions politiques intégrant l'OLP. Les plus importants sont le Fatah, l'organisation de Yasser Arafat, fondé en 1958 ; le FPLP (Front populaire pour la libération de la Palestine de Georges Habache ; le FDLP (Front démocratique pour la libération de la Palestine) de Nayef Hawatmeh, le FLA (Front de libération arabe) lié à l'Irak et la Saïka, liée à la Syrie.

La « branche militaire » de l'OLP est l'Armée de libération de la Palestine (ALP). Ses effectifs, qui étaient essentiellement stationnés au Liban, sont d'environ 20 000 combattants.

L'OLP est actuellement reconnue comme « représentant unique et légitime du peuple palestinien » par 112 pays membres de l'ONU.

### LA DIASPORA PALESTINIENNE

Le peuple palestinien compte environ 4 500 000 personnes. Environ 1 200 000 résident dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 (Cisjordanie et Gaza). 600 000 vivent à l'intérieur même des frontières de l'Etat d'Israël. Les autres (environ 2,5 millions) sont éparpillés dans les différents pays arabes, notamment dans les Etats du Golfe, en Arabie Saoudite, en Jordanie, en Syrie et au Liban.